

Pour la Solidarité

Plus qu'un Think Tank, votre partenaire européen!

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2011

Solidarité
Think Tank européen
Pour la Solidarité

*Pour la Solidarité, plus qu'un think tank européen classique,
offre une large gamme de services liés au secteur de la solidarité.
Il promeut l'économie sociale, des politiques durables et
l'engagement des citoyens dans les processus de prise de décisions.*

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DE PLS ET DES SERVICES PROPOSÉS

- Ressources: donner aux acteurs les clés de compréhension nécessaires 9
- Expertise - Conseil : être un point d'appui sur les thématiques de la Solidarité en Europe 11
- "Reliance": être une interface d'échanges de bonnes pratiques et de dialogue 11

AFFAIRES SOCIALES

- Emplois verts 13
- Lutte contre le décrochage scolaire 13
- Veillissement 14
- Service sociaux d'intérêt général 15
- Services à la personne 15
- Lutte contre la pauvreté 16
- Conférence en Roumanie "Partenariat pour l'Inclusion Sociale" 16
- 32^{èmes} Rencontres de l'IPSE 16
- Orientation professionnelle des personnes handicapées 17
- Autres publications 17

ÉCONOMIE SOCIALE

- Projets européens 23
- PASE-Politique Publiques et Entreprises Sociales 24
- Projet PECEID - Partenariat Européen pour la Création d'Entreprises Innovantes et Durables 24
- Entrepreneuriat 25
- Publications 26

DIVERSITÉ & RSE

- Quand Entreprises et Solidarité se rencontrent... 29
- Projet Européen 29
- Brussels Job Marathon 2011 30
- Au Top pour un Job ! 31
- Audit externe Diversité - SPF Mobilité et Transports 31
- Wiki-Lunchs "Femmes et Emplois verts" 32
- Femmes au top : Loi de gouvernance? 32
- Midi de la Solidarité "Diversité & Médias" 32
- Conférence RSE et ESS : Pour de nouveaux droits? 33
- 2011? Osons volontiers le parrainage! 33
- Entreprendre autrement entreprendre Solidaire ! Oui mais comment ? 34
- Quinzaine de l'Égalité des chances et de la Diversité 34
- World forum de Lille: "Oser la richesse"! 34
- Publications 34

PARTICIPATION CITOYENNE

- Projet européen 37
- Démocratie et liberté en Hongrie 39
- Inclure les bénéficiaires des CPAS dans la détermination des Agendas 21 39
- S'engager, une autre école de la vie 39
- Publications 40

DÉVELOPPEMENT DURABLE & TERRITORIAL

- Logement Durable 43
- Salon BATIBOUW 2011 : Misez sur le Vert ! 44
- Energie 46
- Santé Durable 47
- Autres publications 48

FORMATIONS

- Formations de stagiaires 51
- Interventions dans les universités et hautes-écoles 51
- Formation d'acteurs communaux à la recherche de subsides européens 51
- Léonardo Mobilité - Jeunes professionnels espagnols à la découverte du secteur de l'économie Sociale à Bruxelles 52
- Les Jeudis de l'école de l'Entreprenariat en économie Sociale à Montpellier 52
- Formation européenne à destination des dirigeants des CRESS 53
- Formation européenne à destination des directeurs de structures de l'APF 53

PLS & LES MÉDIAS

- Carte blanche 55
- Face à l'info spéciale BATIBOUW 55
- Pour La Solidarité dans le Monde Diplo ! 55
- Revue "Centreavec" : Centre de recherche et d'Action Sociale 56
- l'Observatoire du logement durable dans La Libre 56
- SLRB info n°64 - Magazine d'information sur le logement social bruxellois 57



L'année 2011 a été marquée par une nouvelle étape dans la crise économique, financière, mais aussi sociale et environnementale, que nous vivons depuis plusieurs années maintenant. Il ne s'agit plus d'un élément ponctuel et superficiel, mais bien d'une crise qui touche les structures du système.

Si nous étions hier encore face à une crise en Europe, nous sommes passés aujourd'hui à la crise de l'Europe... et la différence est de taille ! Outre les catastrophes économiques, financières et sociales, nous sommes actuellement témoins d'une grave crise de gouvernance de l'Union. Notons dans ce contexte la pression à une réduction du rôle de l'Etat et la mollesse remarquée d'une Commission européenne que l'on aurait souhaitée plus offensive, surtout en matière de régulation.

Face à la crise, nos dirigeants ont opté pour une stratégie d'austérité et d'inégalités. Or, l'application de l'austérité n'est pas neutre, elle résulte d'un ensemble de choix significatifs qui donnera, selon les lignes choisies, des visages bien différents à l'austérité annoncée. Les coupes budgétaires et autres mesures d'économie, si nécessaires soient-elles, peuvent avantager ou pénaliser certains groupes sociaux plutôt que d'autres. En d'autres termes, ce que l'on nous fait trop souvent passer pour un choix technique et financièrement rationnel n'est autre que la détermination politique de la direction socio-économique de nos sociétés. Il s'agit, dès lors, d'être vigilant et de promouvoir, encore plus qu'auparavant, toutes les pistes pour un monde plus solidaire, alors même que tout l'environnement économique y semble contraire.

En effet, parmi les causes fondamentales de cet ensemble de crises, les inégalités sociales - qui atteignent aujourd'hui un taux historiquement élevé depuis près d'un siècle - sont un élément majeur. On constate d'ailleurs que ces écarts inacceptables touchent à la dignité même de l'humanité et que des réactions, telles que les « indignés » des diverses capitales de l'UE, jusqu'aux explosions sociales sur des territoires que l'on pensait à l'abri de cette contestation, démontrent bien l'urgence des réactions à avoir.

Pourtant, une alternative existe : celle de la croissance productrice de nouveaux développements économiques et sociaux, qui pourraient répondre aux besoins et attentes des citoyens de l'Union et à l'enjeu de la solidarité. C'est à ce problème de fond que l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et politiques doivent répondre, outre bien sûr d'éteindre les incendies sociaux et financiers qui frappent nos pays, dont les foyers de crise sont attisés par

des spéculateurs sans scrupules établis pourtant au cœur de notre système financier. Il est donc temps pour chacun d'agir !

Modestement, Pour la Solidarité entend également jouer un rôle à son niveau, en se mettant au service des décideurs politiques ou acteurs sociaux, mais également en initiant des actions solidaires dans toutes les branches du développement durable.

Grâce à vous, nous avons atteint nos objectifs en 2011. Nous aurons encore besoin de votre collaboration en 2012, afin de contribuer ensemble à un monde plus juste et plus solidaire.

Solidairement,

Denis Stokkink

PRESENTATION DE PLS

Pour la Solidarité (PLS), est un Think Tank européen qui a pour principale ambition de promouvoir la solidarité sous toutes ses formes par le développement d'un réseau de compétences entre les cinq principaux acteurs clés que sont les pouvoirs publics, les entreprises, les syndicats, les associations et les chercheurs. Il s'agit de faire travailler ensemble ceux qui identifient et analysent les bonnes pratiques et ceux qui sont en mesure de faciliter leur mise en œuvre et de les disséminer.

Ainsi, PLS entend s'attacher à jouer un rôle actif dans la formulation des politiques publiques, l'accroissement de l'intérêt des entreprises pour leur responsabilité sociétale et l'encouragement de la participation des citoyens aux processus décisionnels afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une **Europe solidaire** et porteuse de **cohésion sociale**.

Dans un souci de clarification, les activités sont réparties en trois grands domaines de compétences : Ressources, Expertise-Conseil, « Reliance ».

RESSOURCES : DONNER AUX ACTEURS LES CLÉS DE COMPRÉHENSION NÉCESSAIRES

pour appréhender l'environnement européen dans lequel ils évoluent. Depuis sa création, PLS a cherché à développer avec ses partenaires des relations durables, notamment pour apporter une dimension européenne à leurs activités. Dans le cadre de notre mission de formation et d'information, nous proposons à nos partenaires une série d'outils d'accompagnement sur les enjeux européens :

Des newsletters :

- Le Téléx, envoyé chaque mois, à près de 15.000 acteurs socio-économiques.
- Plusieurs newsletters liées à nos thématiques de travail : Logement durable, RSE et Diversité, Citoyenneté

Des sites Internet :

Un site général reprend l'ensemble des activités - www.pourlasolidarite.eu

Les sites thématiques :

L'**Observatoire Européen de la Diversité** est une plateforme européenne à destination des entreprises, des décideurs politiques et sociaux, mais aussi des particuliers qui désirent en savoir plus sur l'état de la Diversité en Europe.



Il contient des informations détaillées et actualisées sur différents aspects de la diversité. Associé à une newsletter mensuelle, il fournit une base théorique solide via la mise à disposition de publications ainsi que des exemples de bonnes pratiques et de projets européens ou nationaux.

www.diversite-europe.eu

L'**Observatoire européen du logement durable** est une plate-forme d'information et d'actualités dans le domaine du logement durable, de l'efficacité énergétique, de la précarité énergétique, des emplois verts, des éco-quartiers,... et autres bonnes pratiques en Belgique, en France et en Europe.

www.logementdurable.eu

Being Citizen



Being Citizen est une plateforme d'information sur la citoyenneté en Europe. Vous y trouverez des informations, des ressources, des bonnes pratiques, des événements...

www.beingcitizen.eu

Jaccroche.be est un site consacré au décrochage scolaire. Il propose aux jeunes, parents et professionnels de l'enseignement des outils et des solutions pour le surmonter.



www.jaccroche.be

Des publications et travaux de recherches :

- Les Cahiers de la Solidarité approfondissent des questions d'actualité en analysant les pratiques innovantes et alternatives détectées au sein de l'Union européenne et en consultant les acteurs clés du domaine étudié.
- Les Working papers font le point de manière synthétique et accessible sur des concepts et enjeux qui influenceront l'avenir des citoyens européens. Ils sont téléchargeables gratuitement sur le site internet de PLS.

Des événements thématiques

- les Midis de la Solidarité offrent l'opportunité aux participants de se faire leur propre opinion en écoutant les expertises de différents praticiens et experts et de manière interactive en participant au débat qui conclut chaque rencontre.

EXPERTISE - CONSEIL : ÊTRE UN POINT D'APPUI SUR LES THÉMATIQUES DE LA SOLIDARITÉ EN EUROPE.

- **Réalisation d'études**, de supports de diffusion sur l'information européenne, organisation d'événements de dissémination ;
- Consultances et formations ; Accompagnement d'entreprises et de pouvoirs publics : le soutien stratégique aux entreprises et structures d'économie sociale se fait à la fois par un accompagnement de fond sur l'UE, par les veilles et les formations, mais aussi par un accompagnement plus spécifique pour permettre un positionnement européen de nos différents partenaires. Ainsi, PLS soutient ses partenaires dans le montage de projets cofinancés par les institutions européennes (Fonds structurels & Programmes d'action communautaire) ; dans la conciliation entre la vie au travail et la vie hors travail, dans la rédaction d'étude, l'organisation de rencontres de travail avec les spécialistes européens du sujet...

« RELIANCE » : ÊTRE UNE INTERFACE D'ÉCHANGES DE BONNES PRATIQUES ET DE DIALOGUE.

- Mise en réseau de structures et acteurs ciblés européens ;
- Organisation de journées de rencontre, de visites privilégiées entre acteurs de terrain et décideurs européens ;
- Valorisation de personnes ressources et d'actions spécifiques lors de l'organisation de séminaires et conférences.
- Affaires sociales

Deux enjeux majeurs en 2011 : le premier est la crise économique et financière et ses conséquences sur la hausse des inégalités sociales qui touchent toute une série de publics, notamment les plus vulnérables. Convaincus de la nécessité d'une croissance inclusive, PLS a poursuivi comme chaque année des travaux portant sur l'intégration des personnes vulnérables sur le marché du travail : personnes handicapées, migrants, etc.

Deuxième enjeu : les avancées européennes en matière de reconnaissance des spécificités des services sociaux. Ainsi, la décision de la Commission du 20 décembre 2011 exempte de notification les aides d'Etat versées dans le cadre de la prestation de services répondant à des besoins sociaux dans le domaine de la santé et des soins de longue durée, de l'aide à l'enfance, de l'accès au marché du travail et de la réinsertion sur ce dernier, du logement social, ainsi que de l'aide aux groupes vulnérables et de leur inclusion sociale.

EMPLOIS VERTS

Etude « Emplois verts et handicap : quelles opportunités pour demain ? »

Dans le cadre du plan de relance des Entreprise de Travail Adapté (ETA) initié par la Ministre Tillieux, PLS mène une étude concernant la pertinence des emplois verts comme outils de diversification des activités des ETA.



Le 21 Février, PLS et l'EWETA organisaient un séminaire de travail afin d'analyser en détail les opportunités qu'offrent les emplois verts pour les ETA. L'objet de ce rendez-vous était de clarifier et d'identifier au mieux les nouvelles niches que représentent ces « nouveaux » emplois. Certaines réponses ont été apportées grâce à la présence d'experts et d'acteurs de terrain, qui ont nourri la réflexion de leurs analyses et expériences, et ont pu confronter directement leurs points de vue. Ce séminaire fut l'occasion de réellement réagir aux propos qui ont été tenus afin de les compléter, préciser ou questionner. Le compte-rendu exhaustif et les résultats concrets de ce séminaire ont été inclus dans le Cahier de la Solidarité « Emplois verts » à paraître début 2012.

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE



Le 16 février, Solidarité Savoir, PLS et le Centre régional du Libre Examen proposaient de faire le bilan sur ce qui a été réalisé en matière de lutte contre le décrochage scolaire et de consulter les différentes structures afin qu'elles présentent leurs initiatives, analysent conjointement la situation des jeunes et réfléchissent à de nouvelles pistes d'actions coordonnées.

Après des témoignages de jeunes en décrochage (table ronde 1), les actions et partenariats menés en faveur de l'accrochage (table ronde 2) ont été évoqués pour envisager ensuite l'insertion professionnelle comme moyen de raccrochage des jeunes (table ronde 3). Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, Charles Picqué est venu clôturer les débats et a présenté ses priorités en la matière.

VEILLISSEMENT

Stakeholders session « **Viellissement actif et solidarité intergénérationnelle** »

PLS et l'Observatoire Sodexo de la Qualité de Vie au Quotidien ont imaginé une étude sur le thème « **Viellissement actif et solidarité intergénérationnelle** » afin de nourrir la réflexion autour des défis et opportunités liés au vieillissement. A l'occasion de la parution de cette publication, une stakeholders session s'est tenue au Comité Economique et Social Européen le 1er mars proposant de s'interroger sur les besoins des seniors et sur la façon d'y répondre. Rassemblant les différentes parties prenantes, PLS a souhaité permettre aux pouvoirs publics, aux entreprises ainsi qu'à la société civile d'échanger ensemble autour des enjeux économiques et sociaux du vieillissement.

Cahier de la solidarité Hors série « **Viellissement actif et solidarité intergénérationnelle** »

Cette étude part du constat qu'en dépit de politiques de natalité ou d'immigration, les Etats européens doivent faire face à l'inéluctable vieillissement de la population en raison du faible de taux de natalité et de l'allongement de l'espérance de vie. Ce phénomène crée de nouvelles problématiques : au niveau social, les relations entre générations sont affectées, appelant à une redéfinition de la solidarité intergénérationnelle ; au niveau économique, les changements démographiques pourraient entraîner à terme une perte de PIB par habitant de l'ordre de 10% d'ici à 2020, la réponse principale des pays européens consistant à actionner le levier de l'âge effectif de départ à la retraite.



L'étude propose un autre cadre de réflexion, pour appréhender le bouleversement démographique actuel, qui repose sur trois éléments : le concept de « vieillissement actif », une nouvelle solidarité intergénérationnelle, ainsi que sur un dialogue social et civil relancé. Afin d'illustrer de manière concrète les enjeux et les perspectives du phénomène de vieillissement, des études de cas nationales ainsi qu'une série de bonnes pratiques menées en Europe sont proposées.

SERVICE SOCIAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Cahier de la Solidarité n° 27 « **SSIG: entre finalité sociale et libre-concurrence** »

Les services publics présentent certaines spécificités, en particulier lorsqu'il est question des services sociaux. L'absence de définition de ce qu'est un service public dans le Traité UE et le flou juridique qui réside autour des notions de « service d'intérêt général », de « service économique d'intérêt général », de « services sociaux d'intérêt général » menacent la qualité et l'accessibilité de ces services en laissant les collectivités territoriales et les acteurs de l'économie sociale prestataires de ces services dans une insécurité juridique. C'est pourquoi, PLS a souhaité apporter un éclaircissement à cet enjeu majeur au travers de ce Cahier de la Solidarité. Cette étude est agrémentée des contributions de Francesca Petrella et Nadine Richez-Battesti du Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail (LEST/CNRS) et de l'Université de la Méditerranée, d'Ingrid Ispenian d'UNA, 1er réseau français d'aide et de services à domicile et enfin de Laurent Fraisse du Labo de l'ESS et Carole Salères de l'UNIOPSS.



Journée d'information sur les services sociaux d'intérêt général

Organisée le 8 décembre, par SAW-B et VOSEC, en partenariat avec le Kenniscentrum Sociaal Europa et avec le soutien du SPP Intégration sociale, cette journée d'information, avait pour but de présenter les dernières évolutions en matière de services locaux et d'aides d'Etat ainsi que leurs conséquences sur les modalités de financement de l'économie sociale.

Denis Stokkink, Président de PLS y présentait l'étude « **Services sociaux d'intérêt général : entre finalité sociale et libre-concurrence** » et exposait les conséquences des récentes propositions de la Commission relatives aux règles en matière de compensations de services publics (dites Paquet Almunia).

SERVICES À LA PERSONNE

Visite d'une délégation de professionnels des SAP de la Région PACA à Bruxelles

Les structures de services de la personne de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur assistaient à un séminaire d'étude organisé par PLS, les 17, 18 et 19 octobre, destiné aux administrateurs du Pôle Services à la Personne de la Région PACA. Les services à la personne constituent un enjeu crucial pour faire face aux changements de la structure démographique et sociale européenne. Dans ce contexte, l'Année européenne 2012 du vieillissement actif offre certaines opportunités pour ces acteurs. Qu'est ce que l'Europe ? Comment fonctionne-t-elle ? Quelle est la place des services de proximité dans les politiques européennes ? Comment les associations peuvent-elles agir sur les stratégies européennes en la matière ? Des éléments de

réponse ont été apportés grâce à des rencontres avec des institutionnels, des responsables de réseaux européens de services à la personne et des experts de ces questions.

Les responsables français des structures de services à la personne de la Région PACA ont pu ainsi obtenir des outils permettant une meilleure compréhension de l'Europe et de ses institutions.

Par ailleurs, une partie de ce voyage d'étude fut consacrée à la rencontre des structures de services de proximité belges, l'idée étant que chacun confronte ses expériences afin que les directeurs de structure puissent bénéficier des bonnes pratiques du voisin. Ce séminaire encourageait donc des échanges bénéfiques à la fois pour les participants et pour les différents intervenants amenés à se rencontrer.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Des actions locales pour un enjeu de société

Dans le cadre des Forums de la démocratie locale organisés par la Fédération bruxelloise du PS, PLS invitait à débattre de la pauvreté le 25 octobre. Cet événement fut l'occasion de mesurer l'impact de la crise sur le tissu social, mais également d'investiguer les bonnes pratiques de lutte contre la pauvreté et d'analyser les outils politiques à disposition pour qui souhaite lutter contre les inégalités à tous les niveaux.

CONFÉRENCE EN ROUMANIE "PARTENARIAT POUR L'INCLUSION SOCIALE"

Cette conférence se déroulait du 3 au 5 février à Sinaia (Roumanie). PLS y était invité par la Fondation PACT, en qualité d'expert. L'objet de cette conférence était de développer davantage le partenariat entre les autorités publiques, les ONG et d'autres acteurs concernés en analysant le contexte dans lequel évoluent les politiques d'inclusion sociale, en partageant une même vision et décidant d'actions pour parvenir à un système intégré des services d'inclusion sociale en Roumanie. Basée sur quatre piliers, soit la rétrospective et l'analyse du passé, l'analyse du présent, le développement de scénarios futurs probables et la planification d'actions futures concrètes, cette conférence proposait aux participants un aperçu multidimensionnel sur les enjeux du secteur.

37^{èmes} RENCONTRES DE L'IPSE

« L'individu, le collectif au cœur des nouvelles solidarités »

Les crises récentes et actuelles ont permis d'apprécier la capacité des instruments collectifs que sont la sécurité sociale et les organismes complémentaires de la protection sociale solidaire, à en endiguer les effets sociaux mais aussi économiques. Ce constat de l'AISS (Association Internationale de la Sécurité Sociale), les organismes solidaires doivent en tenir compte car la tentation de marchandisation, sous couvert d'une plus grande individualisation avec un bouquet de produits « à la carte », peuvent accroître encore inégalités et exclusions. Lors de

cette 37ème Rencontre les 4 et 5 juillet, quatre sessions de travail ont ainsi permis d'aborder différents questionnements liés à cette thématique notamment ceux de Denis Stokkink sur le thème « Les métamorphoses du sentiment d'appartenance à un groupe, un collectif »

ORIENTATION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPÉES

Projet européen ORienter Autrement (ORA) : pour une meilleure orientation professionnelle des personnes handicapées

Ce projet européen lancé les 21 et 22 novembre à Lorient est coordonné par PLS. Il réunit 8 partenaires européens actifs dans le champ de l'insertion socioprofessionnelle et/ou du handicap, dans le cadre du programme « Leonardo Da Vinci - Transfert de l'Innovation ».

Les publics-cibles du projet sont, d'une part, les personnes en situation de handicap aptes à travailler et sans qualification professionnelle, et, d'autre part, les encadrants des structures de travail adapté ou protégé dont la mission consiste à accompagner dans et vers l'emploi les personnes en situation de handicap. A travers une confrontation et un échange d'expériences, les partenaires analyseront et développeront leurs pratiques et postures professionnelles et les confronteront avec d'autres professionnels du réseau. Le but est d'élaborer une nouvelle procédure d'orientation active de qualité, qui replace l'individu au centre du dispositif. Réalisée dans le cadre d'ateliers nationaux, une phase pratique permettra de suivre des personnes en situation de handicap et des professionnels dans leur mise en pratique de la nouvelle procédure d'orientation active.

A terme, la publication d'une « **Charte européenne pour une orientation active des personnes en situation de handicap** » permettra de faire évoluer les postures professionnelles des acteurs du domaine de l'orientation tout au long de la vie, de l'éducation, de l'insertion et de l'emploi et visera à améliorer les parcours professionnels des personnes en situation de handicap.

AUTRES PUBLICATIONS

Working paper « **L'innovation sociale : au-delà du phénomène, une solution durable aux défis sociaux** »

La promotion de l'innovation sociale par les pouvoirs publics n'est pas une mode passagère, visant à apaiser le malaise social grandissant. Les gouvernements cherchent dans les différents concepts de l'innovation sociale, des réponses créatives aux enjeux de la société actuelle, liés au chômage, à la pauvreté, au vieillissement, etc. L'UE l'a bien saisi et a fait de l'innovation sociale l'un des facteurs clés du succès de sa nouvelle Stratégie Europe 2020, pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Ainsi, dans quelle mesure l'innovation sociale constitue-t-elle la réponse d'aujourd'hui et de demain aux problèmes sociaux ? D'une approche théorique de l'innovation sociale à ses modalités pratiques, cette analyse propose

d'évaluer le potentiel des innovations sociales et de comprendre comment les politiques publiques peuvent constituer un levier important pour l'innovation sociale et ses acteurs, au travers d'une approche comparative en Europe et aux Etats-Unis.

Working paper « **Lutte contre la pauvreté en Europe Le rôle des partenaires sociaux** »

2010 fut une année charnière entre un contexte de sortie de crise économique et le lancement de la stratégie Europe 2020, qui intègre des objectifs chiffrés en termes de lutte contre la pauvreté. Les inégalités se creusent mais la construction européenne ne peut se faire de manière duale : c'est pourquoi tous les acteurs doivent travailler de concert pour lutter efficacement contre ce fléau qu'est la pauvreté. Un des moyens d'action pour sortir de la précarité est l'inclusion par le marché de l'emploi (encore appelée « inclusion active ») et sur lequel les partenaires sociaux ont un rôle à jouer. L'inclusion par l'activation est une étape essentielle pour sortir de la pauvreté. Toutefois, aujourd'hui, avoir un emploi n'est plus le synonyme d'une inclusion sociale. C'est pourquoi il est primordial de mener des actions qui reposent sur trois piliers : encourager l'accès ou le retour à l'emploi, assurer la qualité de l'emploi et garantir l'accès à des services de qualité.

Working paper « **Le budget européen 2014-2020 : « Un enjeu politique majeur pour l'avenir de l'Europe** »

La proposition de budget européen pour la période 2014-2020, lancée en mars, dans un contexte de crise économique et de restrictions budgétaires au sein des Etats membres, est ambitieuse et présage d'ores et déjà des négociations difficiles et tendues avec les Etats membres. Le budget européen, appelé Cadre Financier Pluriannuel (CFP) est un instrument important des politiques de l'Union Européenne puisque celui-ci fixe les dépenses et les recettes de l'Union pour une période de 7 ans. La proposition de budget européen pour 2014-2020 est innovante et ambitieuse. Elle a pour objectif notamment la réalisation de la stratégie économique européenne « Europe 2020 », pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Cette étude souligne la valeur ajoutée du budget européen 2014-2020 et s'interroge sur l'impact des négociations du budget 2014-2020.

Working paper « **Pour une définition des nouveaux métiers de la Ville en Région de Bruxelles-Capitale** »

En Belgique, les mesures prises aux niveaux fédéral et régional dans les années 1990, tels que les Contrats de Sécurité et de Prévention et le programme de la Politique des Grandes Villes, ont amené à la création des Nouveaux Métiers de la Ville. Ces mesures ont eu pour objectif de permettre aux communes qui connaissent l'insécurité de pouvoir développer des dispositifs socio-préventifs de terrain ainsi que d'améliorer les conditions de vie des habitants des villes, et plus particulièrement, ceux des quartiers en difficultés.

Cette notion de nouveaux métiers de la ville renvoie à une série de caractéristiques communément admises mais cela étant, son contenu et ses contours n'ont pas été clairement définis. La tâche de proposer une définition à ces métiers qui connaissent des évolutions répétées est certes ardue mais nécessaire pour pouvoir évaluer les besoins mais aussi professionnaliser le secteur et apporter un cadre juridique cohérent cible de l'action publique. Ce working paper s'attache à construire une définition de ces métiers sur base des besoins en matière de sécurité et de cohésion sociale en Région de Bruxelles-Capitale.

Working paper « **La Genèse du Marché Unique européen** »

Le marché intérieur européen est la réalisation d'une union économique qui démarre dès 1957 avec le Traité de Rome qui posait alors les jalons d'une intégration progressive des marchés. Le Marché Unique repose sur le principe fondamental des quatre libertés : circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. Ce principe est complété d'un ensemble de règles et de politiques communes assurant un cadre réglementaire évitant les distorsions notamment en matière de concurrence. Cette étude vise à éclairer la logique générale de libéralisation dans la construction du marché intérieur. Elle présente les grandes étapes de la mise en place du Marché Unique, du Traité de Rome à la directive Services.

Working paper « **Handicap et exclusion : Quelles pistes pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap ?** »

L'année 2003 avait été proclamée « Année européenne des personnes handicapées » par le Conseil de l'Union européenne. La même année, la Commission européenne a adopté son **plan d'action de l'UE en faveur des personnes handicapées**.

Dans les sociétés modernes en Europe, sous l'influence des idées démocratiques, l'intégration des personnes handicapées constitue un enjeu essentiel, avec pour horizon de permettre à ces personnes de participer pleinement à la vie sociale et politique. Malgré tout, de nombreux obstacles à cette intégration existent encore. Ce sont ces difficultés et les réponses qui y sont apportées que ce working paper se propose d'étudier. Les liens entre handicap et pauvreté sont passés en revue, de même que les politiques et les mesures mises en place pour y remédier.

Working paper « **La lutte contre la pauvreté en Europe** »

Ce working paper fait partie intégrante de la publication « La lutte contre la pauvreté en Europe et en France » publiée par PLS en partenariat avec la Fondation Caritas France dans le cadre de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté.

En août 2011, le rapport de l'Eurobaromètre (enquête européenne bisannuelle) révélait que 75% de la population de l'Union européenne demandent que la stratégie européenne 2010-2020 se donne comme priorité d'aider les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale et de les aider à jouer un rôle actif dans la société. PLS joint sa voix à ces citoyens

et considère qu'éradiquer la pauvreté doit être une priorité pour tous les acteurs de la société : ceux qui prennent des décisions politiques, sociales ou économiques et ceux qui les mettent en œuvre. Ce working paper trace l'état des lieux de la pauvreté en Europe et décrit comment la stratégie européenne intègre la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, montrant ainsi combien le chemin à parcourir est encore long et exige de l'ambition et de la persévérance.

Working paper « **Concilier Marché Unique et Services Sociaux d'Intérêt Général** »

Depuis le Traité de Rome, la construction européenne repose sur la mise en place du Marché unique qui établit les bases de la libéralisation des marchés au sein de l'Union européenne. Parallèlement à ce processus de libéralisation, émerge progressivement une prise de conscience politique quant à la nécessité d'aborder les enjeux sociaux au niveau européen. La mise à l'agenda européen de la question sociale s'est cristallisée dans l'ajout d'une clause sociale horizontale dans le Traité de Lisbonne. Il est dès lors nécessaire de se demander dans quelle mesure la logique de libéralisation peut-elle s'appliquer aux services publics et aux systèmes de protection sociale propres à chaque Etat membre ? Comment doit-on adapter les règles du Marché unique de façon à assurer pleinement la mission sociale inhérente aux services publics ? Enfin, comment les traités communautaires prennent-ils en compte les spécificités du service public dans leur objectif d'achèvement du marché intérieur ? Dans cette note d'analyse, Pour la Solidarité apporte des éléments de réponse mais également des recommandations.

Working paper « **La montée des populismes en Europe** »

Le populisme est une notion très répandue dans les médias depuis une dizaine d'années. Souvent associé à l'extrême-droite, on oublie qu'il existe des populismes de gauche, d'extrême-gauche. Né à la fin du XIX^{ème} siècle dans la Russie tsariste, il a connu historiquement différentes figures telles que le poujadisme, le péronisme ou le boulangisme. Il se caractérise par la présence d'un leader charismatique fusionnel qui incarne le peuple.

Le populisme est aussi une forme de discours démagogique. L'acteur populiste propose des solutions simplistes à des problèmes complexes. Cette simplification s'apparente à la « causalité diabolique » de Léon Poliakov qui consiste à dire que tout va mal à cause de l'immigration, de l'euro, de l'UE, de la mondialisation.

Ce working paper analyse le populisme lorsqu'il s'adresse aux émotions via la simplification des enjeux politiques.

Working paper « **La transition de l'enseignement au marché de l'emploi en Europe** »

Cette note d'analyse a pour objet de mettre en perspective les enjeux liés aux systèmes d'enseignement dans la transition vers le marché du travail, ainsi que ceux d'un renouvelle-

ment des politiques de l'emploi en Europe.

Dans un contexte de ralentissement économique à l'échelle des 27 pays de l'UE, les dérégulations sur le marché du travail se sont traduites ces dernières années par un effritement progressif de la norme d'emploi, touchant en premier lieu les jeunes générations. La mobilité et la flexibilité sont ainsi devenues l'alpha et l'oméga de politiques restrictives en matière d'emploi. Dès lors, favoriser, en bout de course, la création d'emplois et freiner le chômage endémique que connaissent actuellement les pays de l'Union nécessite à l'évidence une politique de relance coordonnée à l'échelon communautaire.

Working paper « **Typologie des métiers de la ville** »

L'élaboration d'une typologie des métiers de la ville constitue un outil nécessaire pour enrichir la connaissance utile à la prise de décisions. L'objet d'une typologie est en effet de dresser un tableau synthétique, suite à une classification, d'un ensemble souvent difficile à appréhender dans toute sa réalité et son hétérogénéité.

Ces descriptions sont importantes pour dégager la ressemblance et la variabilité des métiers d'une même catégorie, ainsi que les différences entre les catégories. Cette typologie a été établie via un recensement des différents métiers de la ville présents dans les services de prévention communaux ou para-communaux. Ce recensement s'est fait sur base d'un questionnaire envoyé aux fonctionnaires de prévention des communes bruxelloises.

Working paper « **Vieillesse, précarité et innovations sociales** »

Le phénomène de vieillissement concerne l'ensemble des populations de l'Union Européenne. Comment les sociétés européennes vont-elles vieillir ? Quel que soit le scénario central anticipé par les projections démographiques, le taux de dépendance des personnes âgées augmentera progressivement dans l'ensemble des pays de l'UE. L'évolution du taux de dépendance engendrera, d'une part, une augmentation de la part des dépenses liées aux systèmes de retraite dans les PIB nationaux. Elle donnera lieu, d'autre part, à une augmentation plus rapide des charges de retraite que de la masse salariale. Ces constats posent les bases de la réflexion sur la durabilité des systèmes de protection sociale en Europe.

Working paper « **La santé dans l'Union européenne - Focus sur quelques Etats-membres** »

Cette note d'analyse présente le fonctionnement du système de santé et de protection sociale de quatre Etats membres : Belgique, France, Pays-Bas et Suède. En outre, elle décrit les liens entre politiques de santé et politiques environnementales dans ces pays ainsi que les réalisations nationales qui concourent à construire une santé durable.

L'année 2011 a marqué un tournant pour l'économie sociale en Europe. En effet, la publication de deux communications de la Commission, l'une portant sur l'innovation sociale, l'autre sur l'entrepreneuriat social, ainsi que l'annonce de mesures concrètes de soutien témoignent de la reconnaissance institutionnelle des formes alternatives d'entreprendre au niveau européen. Pour PLS également l'année a été riche puisque nous avons renforcé nos relations avec les grands acteurs français de l'ESS : le Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale (CNCRES), le Conseil National des Entreprises d'Insertion (CNEI) ou encore l'Union Nationale des Associations Intermédiaires (UNAI). 2011 a également inauguré le lancement d'un nouveau partenariat entre PLS et CIDES (Chorum Initiatives pour le Développement de l'Économie Sociale). CIDES est le pôle de recherches et d'actions de la Chorum, la mutuelle française des acteurs de l'ESS. Dans le cadre de ce partenariat, PLS et CIDES collaborent principalement sur les thématiques liées au développement territorial et à la qualité de l'emploi au travers de veilles, de notes d'analyse et d'études.

PROJETS EUROPÉENS

Développement de l'entreprise sociale en Roumanie : FSE – CRED

En Roumanie, l'économie sociale est en pleine éclosion et cherche aujourd'hui à se structurer. Grâce à un programme soutenu par le FSE, un premier secteur d'expérimentation pratique est ciblé : la réinsertion des anciens détenus grâce à la création d'entreprises sociales. En collaboration avec l'association roumaine CRED, PLS apporte une connaissance théorique et conceptuelle de l'économie sociale d'une part, et pratique et concrète d'autre part. PLS travaille actuellement à l'analyse et la présentation des différents modèles nationaux d'économie sociale présents en Europe, afin que la Roumanie puisse s'inspirer des modèles qui correspondent le mieux à sa situation. Il s'agit de créer un panorama clair et synthétique des différentes manières d'aborder l'économie sociale en Europe (tant au niveau structurel que législatif). Des visites sont prévues dans 5 pays européens afin d'aller concrètement à la rencontre de l'économie sociale et de ses acteurs.

Roumanie et économie sociale : action ! Une délégation de 20 responsables d'établissements pénitentiaires roumains a participé à la première semaine d'expérimentation qui a eu lieu en février à Bruxelles. Cette semaine fut l'occasion d'apprendre, échanger et réfléchir pour ces acteurs du changement de l'Europe de l'Est.

Roumanie et économie sociale : chantier en construction : Suite aux premières visites menées en février, c'est à Marseille que l'expérience s'est poursuivie : des rencontres avec des représentants du milieu carcéral, des acteurs de l'insertion par l'activité économique, des institutionnels de l'économie sociale et solidaire de la Région ont approfondi les réflexions.

PASE - Politiques Publiques et Entreprises Sociales

Ce projet, lancé en 2008, dans le cadre du Programme INTERREG IV et cofinancé par le FEDER visait à renforcer les dispositifs des partenaires régionaux du projet afin de promouvoir et soutenir l'entrepreneuriat social en tant que levier important pour le développement économique local et la compétitivité territoriale.



La conférence finale du projet, organisée par PLS le 27 octobre, fut l'occasion d'examiner de plus près le rôle de l'économie sociale et des instruments publics de soutien, avec une attention à la fois pour les possibilités offertes par le cadre juridique actuel et les améliorations futures souhaitables notamment dans le domaine des marchés publics et des clauses sociales. Des bonnes pratiques et les enseignements du projet ont également été présentés par les partenaires du projet. L'événement fut organisé par PLS, pour le compte de l'Administration Communale de Forest, partenaire du projet.

Projet PECEID - Partenariat Européen pour la Création d'Entreprises Innovantes et Durables

Du fait de son implication dans nombre de projets dans les domaines de l'inclusion, du développement durable et de l'économie sociale, et de l'accompagnement des acteurs et porteurs de projets dans ces mêmes domaines, PLS participe à ce projet pour permettre aux acteurs et porteurs de projets auprès desquels il intervient, tant au niveau local, national qu'européen, de découvrir de nouvelles méthodes et pratiques d'accompagnement à la création d'activités dans une logique de développement local durable.

Initié en 2010, ce projet, financé par le Programme européen Grundtvig (mesure Partenariat Éducatif), associe 4 partenaires : Inter-Made (FR), RPIC (Slovaquie), Cepac (République Tchèque), et PLS (BE).

Rencontre transnationale les 10 et 11 février à Komarno (Slovaquie) : chaque partenaire y présentait ses outils spécifiques d'accompagnement des porteurs de projets.

Rencontre transnationale les 02 et 03 mai à Bruxelles : les partenaires français, tchèques et slovaques ont rencontré leur homologues bruxellois et ont échangé sur une approche du développement durable, soit dans la finalité même de leur activité, soit dans leur organisation interne. Ensemble, ils se sont approprié les principes qui sous-tendent le développement durable (responsabilité de toutes les parties prenantes à l'entreprise, transparence, participation, intégration des dimensions économiques, sociales et environnementales, bonne gestion...) et ont cherché à identifier en quoi ces principes constituent un atout (économique) pour de nouvelles structures (qu'elles soient « vertes » ou non).

ENTREPRENEURIAT

L'entrepreneuriat social à l'honneur !

La 8^{ème} édition du Salon Entreprendre 2011 s'est déroulée les 30 et 31 mars à Bruxelles. La journée du 30 mars fut dédiée à l'entrepreneuriat social pour la 3^{ème} année consécutive. A cette occasion, PLS a participé à la conférence « **Entrepreneuriat social en Europe : nouvelles opportunités pour tous les entrepreneurs sociaux** ».

Initiative pour l'entrepreneuriat social Construire un écosystème pour promouvoir les entreprises sociales au cœur de l'économie et de l'innovation sociales

Depuis début 2011, la Commission européenne a manifesté un intérêt croissant pour l'entrepreneuriat social. Concrètement, cet engagement s'est traduit par la programmation de nouveaux financements européens pour l'entrepreneuriat social dans le cadre de la refonte de la politique de cohésion sociale et territoriale européenne pour 2014-2020 et par l'intégration de l'entrepreneuriat social comme l'un des 12 piliers de l'Acte pour le marché unique adopté en avril 2011. En octobre 2011, la Commission européenne publiait **une communication en faveur de l'entrepreneuriat social**, marquant symboliquement la reconnaissance de la contribution des entreprises sociales aux nouveaux défis économiques, sociaux et environnementaux que connaît l'Europe. En amont de la publication de ce document, Denis Stokink était invité par la Commission européenne en mai dans le cadre d'une rencontre réunissant quelques experts pour réfléchir et échanger autour de la thématique.

Les emplois verts et l'économie sociale pour l'inclusion des personnes handicapées

Le 21 juin, PLS organisait avec l'Association des Paralysés de France et la CRESS Nord-Pas de Calais une journée dédiée au thème "Emplois verts et économie sociale et solidaire, les nouvelles pistes d'inclusion des personnes handicapées".



Les Etats Généraux de l'Economie Sociale et Solidaire

Les 17, 18, 19 juin 2011, plus de 5000 personnes se sont rassemblées au Palais Brongniart à Paris pour promouvoir une autre économie au cours d'un événement festif et citoyen. L'objectif de cette rencontre était d'inciter ceux qui font l'ESS à faire mouvement pour lancer un plaidoyer massif en faveur d'une économie respectueuse de l'humain et de l'environnement. Ces trois jours ont été l'occasion de débats et de rencontres pour proposer et échanger autour des formes alternatives d'économie. Dans ce cadre, Pour la Solidarité participait à la conférence "S'engager et agir pour l'Europe solidaire" organisée par l'Uniopss, en partenariat avec Le Labo de l'ESS.

Les banques éthiques en Europe face à la crise

La Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (Febea), en collaboration avec le Comité Economique et Social Européen, a jeté les bases d'une coopération européenne en vue du développement des entreprises sociales créatrices d'inclusion active.

A cette occasion, l'année 2011 fut annoncée comme celle de l'action et des réalisations concrètes au niveau européen, tant sur le plan politique et réglementaire, que sur le plan financier. C'est dans ce cadre que Denis Stokkink participait à la table ronde « **Comment financer le secteur de la création d'emplois d'inclusion sociale en Europe ?** » lors de la 2^{ème} Conférence « Europe Active », qui s'est tenue les 7 et 8 septembre à Cracovie.

Développement et promotion de l'Économie solidaire au Luxembourg

Denis Stokkink est intervenu lors de la Conférence « Développement et promotion de l'Économie solidaire au service du développement durable à Luxembourg », qui s'est tenu le 24 novembre. Le ministre délégué à l'Économie solidaire, Romain Schneider, a présenté le résultat des travaux menés de manière participative. Ces travaux ont permis l'élaboration d'un premier plan d'action qui poursuit un objectif stratégique : inscrire l'économie solidaire dans les politiques de développement économique, social et environnemental luxembourgeoises.

26

Quel cadre public pour faciliter l'accès des entreprises de l'économie sociale aux marchés publics ?

Le département ministériel luxembourgeois spécialement dédié à l'économie solidaire a commandé à PLS la réalisation d'une étude sur l'accès des entreprises sociales aux marchés publics. Ce rapport vise à alimenter la réflexion autour du développement, mais aussi de la sécurisation du cadre juridique des clauses sociales, l'idée étant d'identifier les principaux freins et moteurs à la participation des entreprises de l'économie solidaire aux marchés publics au Luxembourg.

PUBLICATIONS

Working paper « **Les Coopératives d'Activités et d'Emploi, en interaction avec les politiques européennes** »

Les Coopératives d'Activités et d'Emploi (CAE), par leur fonctionnement et les valeurs qui les animent, font la promotion d'un entrepreneuriat collectif et coopératif. L'originalité des CAE réside dans la possibilité des entrepreneurs-salariés de gérer leur activité de manière autonome, tout en étant socialement et juridiquement protégés par le cadre collectif. Dans le contexte actuel de morosité économique les CAE sont amenées à jouer un rôle de maillon aux politiques de soutien des créateurs d'activités. Elles permettent de naviguer entre des statuts différents. Les CAE, qui sont à l'origine d'une autre manière d'entreprendre, ont une place de choix dans cet environnement réglementaire. Elles participent de la lutte contre la

pauvreté et l'exclusion sociale, par les emplois qu'elles créent mais aussi en réintroduisant de la solidarité dans une société de plus en plus individualisée. Ainsi, comment les CAE contribuent-elles à la réalisation des objectifs de l'UE ? Et inversement, comment peuvent-elles tirer profit des dispositions initiées par l'UE et qui favoriseraient leur visibilité, leur efficacité et leur essor ?

Working paper « **Les Coopératives d'Activités et d'Emploi, à l'origine d'un entrepreneuriat collectif et coopératif** »

La création d'activités par l'auto-emploi est de plus en plus présentée comme une réponse possible à l'insertion de publics dits « hors marché du travail » que sont les chômeurs et les « groupes à risque ». L'esprit d'entreprise a donc tout intérêt à être stimulé et encouragé. Dans ce contexte, les Coopératives d'Activités et d'Emploi (CAE) sont une solution innovante pour l'accompagnement à la création d'activités.

Leur originalité réside dans l'accompagnement collectif qu'elles offrent à toute personne désireuse de créer sa propre activité. Les CAE se présentent donc comme une alternative à la création classique d'entreprises. Elles proposent une autre manière d'entreprendre, coopérative et collective, et ce, dans le cadre de l'économie sociale. Ainsi, dans quelle mesure les Coopératives d'Activités et d'Emploi impliquent-elles une nouvelle forme d'entrepreneuriat et d'entreprise, au service d'un objectif social ? Cette étude s'intéresse plus spécifiquement à la France et à la Belgique, qui ont impulsé et entretenu le mouvement des CAE.

27

Working paper « **Territoires et Solidarités : quels enjeux en Europe ?** »

PLS s'est associé à CIDES, le centre de ressources et d'action de la mutuelle CHORUM, dédiée à la protection sociale des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire en France, pour mener une étude portant sur les politiques et les pratiques européennes en matière de cohésion sociale et de développement local. Cette analyse inédite vise à offrir des clés de compréhension aux collectivités publiques ainsi qu'aux acteurs de l'économie sociale afin de leur permettre de mieux appréhender les politiques européennes et les opportunités qu'elles offrent, dans une optique de mise en œuvre d'un développement territorial durable et inclusif.

Working paper « **L'innovation sociale : au-delà du phénomène, une solution durable aux défis sociaux** »

Le système traditionnel a montré ses limites : la croyance selon laquelle la croissance économique seule peut répondre aux besoins sociaux n'est plus valable et l'innovation sociale, portée par les acteurs de l'économie sociale et trop souvent considérée comme un second choix en temps de crise, devient une option sérieuse. La promotion de l'innovation sociale par les pouvoirs publics n'est pas une mode passagère, visant à apaiser le malaise social grandissant. Les gouvernements cherchent dans les différents concepts de l'innovation sociale, des réponses créatives aux enjeux de la société actuelle, liés au chômage, à la pau-

vreté, au vieillissement, etc. L'UE l'a bien saisi et a fait de l'innovation sociale l'un des facteurs clés du succès de sa nouvelle Stratégie Europe 2020, pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Ainsi, dans quelle mesure l'innovation sociale constitue-t-elle la réponse d'aujourd'hui et de demain aux problèmes sociaux ? D'une approche théorique de l'innovation sociale à ses modalités pratiques, cette nouvelle note d'analyse propose d'évaluer le potentiel des innovations sociales et de comprendre comment les politiques publiques peuvent constituer un levier important pour l'innovation sociale et ses acteurs, au travers d'une approche comparative en Europe et aux Etats-Unis.

QUAND ENTREPRISES ET SOLIDARITÉ SE RENCONTRENT...

Année européenne du volontariat, 2011 a été l'occasion pour PLS de stimuler le volontariat d'entreprise. Ces initiatives, encore trop discrètes, apportent des perspectives innovantes pour toute entreprise qui souhaiterait élargir ses objectifs en y incluant l'amélioration de la société dans laquelle elle s'inscrit. Ce croisement entre le monde des entreprises et le monde associatif permet d'apporter de nouvelles opportunités en matière sociale mais également un apprentissage mutuel dans bien des domaines.

Active depuis toujours dans la RSE, PLS a décidé de participer activement à la mise en relation de ces deux mondes et d'optimiser leurs chances de complémentarités. Afin de lier les paroles aux actes, PLS entend soutenir des actions de parrainage de demandeurs d'emplois par des employés d'entreprises, accroissant ainsi leurs chances sur le marché du travail et leur permettant d'élargir leur réseau social.

PROJET EUROPÉEN

Travail décent pour tous !

« La réponse européenne aux migrants en provenance du Maghreb »

Engagé dans ce projet, PLS, a souhaité se saisir de cette actualité pour organiser, le 26 mai, en partenariat avec Solidar et Solidarité socialiste, un midi de réflexion sur la politique adoptée au niveau européen en matière de travail décent et de migration. Y a-t-il urgence ou nécessité pour l'UE de gérer les migrations en provenance des pays du Maghreb ? Si oui, comment a-t-elle l'intention de s'y prendre ? Comment devrait-elle s'y prendre ? Le permis de circuler accordé par l'Italie aux réfugiés maghrébins s'accompagne-t-il d'un permis de travail ? Seront-ils contraints d'intégrer le marché illégal du travail ?... Autant de questions qui ont fait la une de l'actualité et suscitent nombre de réactions et de commentaires aux quatre coins de l'Europe.

« La quête d'un travail décent à travers le regard des migrants »

Un livret est désormais disponible en français dans le cadre du projet "Un travail décent pour tous !" Sous forme de six études de cas, ce livret propose de découvrir, à travers le regard des migrants eux-mêmes les raisons qui les ont motivés à chercher du travail dans un autre pays ainsi que la réalité du travail décent en Europe et chez eux, dans les pays en développement.



Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers (FEI)

Ce projet européen vise à promouvoir l'intégration des ressortissants d'États tiers, issus de contextes économiques, sociaux et culturels très disparates, dans les Etats-membres de l'Union européenne. Il s'inscrit dans le cadre du nouveau programme-cadre intitulé "Solidarité et gestion des flux migratoires" pour la période 2007-2013.

Partenaire du projet lancé dans le cadre du volet belge francophone, PLS propose une étude démontrant en quoi les pouvoirs publics, les entreprises (classiques et de l'économie sociale) et le secteur associatif contribuent et pourraient contribuer plus ou mieux à l'amélioration des conditions d'accueil des primo-arrivants. L'étude débouche sur quelques recommandations concrètes ainsi que sur la définition d'indicateurs permettant de mesurer l'intégration des primo-arrivants.

Cahier de la Solidarité n° 29 « L'intégration des Primo-arrivants en Wallonie et à Bruxelles »

En Wallonie et à Bruxelles, les initiatives prises pour améliorer les conditions d'accueil des primo-arrivants sont de plus en plus nombreuses. Elles ne sont cependant jamais prises dans une perspective commune ce qui permet difficilement d'en tirer une méthode et d'évaluer leur impact réel sur l'intégration des primo-arrivants. C'est dans ce contexte de grande diversité des pratiques et dans la perspective de création d'un cadre de référence commun d'intégration des primo-arrivants en Wallonie et à Bruxelles, ainsi qu'au niveau européen, que PLS a souhaité se pencher sur la question de l'intégration des primo-arrivants. Bonnes pratiques à l'appui, ce livre est l'occasion de montrer en quoi les pouvoirs publics, le secteur associatif et de l'économie sociale et les entreprises classiques, notamment via leur politique de responsabilité sociale ou sociétale (RSE), contribuent et pourraient contribuer plus et mieux à l'amélioration des conditions d'accueil des primo-arrivants. Il est aussi l'occasion de proposer des recommandations très concrètes et des indicateurs permettant de mesurer l'intégration des primo-arrivants.



BRUSSELS JOB MARATHON 2011



Le sport exige un esprit d'équipe, de la persévérance et de la rigueur... trouver un emploi également. Ces valeurs étaient au rendez-vous du **Brussels Job Marathon 2011**. A l'initiative

de Bea Diallo, échevin de l'Emploi de la Commune d'Ixelles, le Brussels Job Marathon est une course de 4.2 km autour des étangs d'Ixelles. Des équipes mixtes composées de représentants d'entreprises et de chercheurs d'emploi de la Région de Bruxelles-Capitale prennent le départ pour une même destination : l'emploi ! PLS, déjà coorganisateur de l'édition 2010 a mis à nouveau son réseau d'entreprises conscientes de leur responsabilité sociétale et de l'importance du développement de la Région Bruxelles-Capitale au service d'un projet ludique, convivial et responsable.

Le site web : www.brusselsjobmarathon.be

AU TOP POUR UN JOB !

Encadré par l'asbl Emergence XL, ce projet propose à des jeunes infra-qualifiés bruxellois (filles et garçons) un accompagnement complet liant le sport (la boxe) et le job coaching. PLS, partenaire d'Emergence XL depuis sa création, a organisé en 2011 six lunchs-débats sur la découverte de métiers porteurs ou en pénurie à destination des stagiaires et, d'autre part, sur la rencontre avec des entreprises pourvoyeurs d'emplois en RBC.

Pour la découverte de métiers, trois personnes actives dans un secteur choisi viennent parler de leur métier et de leur parcours de vie. Sans tabou, elles échangent avec les stagiaires sur leur quotidien professionnel. PLS a invité des représentants du secteur de la boucherie, de la logistique & informatique au sein d'une ONG, de la production audiovisuelle, de l'emploi public, de l'installation de centrales photovoltaïques, de la rénovation en bâtiment. Le dernier déjeuner Métier a rassemblé d'anciens stagiaires d'Emergence XL qui, suite à leur accompagnement, exercent un panel d'activités professionnelles diverses. Pour les entreprises, PLS a convié diverses entreprises privées et publiques (IBGE, Port de Bruxelles, IKEA, H&M, Zara, La Défense, La Police, Service des Gardiens de la Paix d'XL, Avicenne, Dedicated Research, Jennyfer, CSD...) qui se sont familiarisées avec le projet et ont également présenté leur politique de recrutement et établi des contacts directs avec les stagiaires. Les six lunchs-débats se sont déroulés tout au long de l'année, suivant le rythme des modules d'accompagnement.

AUDIT EXTERNE DIVERSITÉ - SPF MOBILITÉ ET TRANSPORTS

Le Service Public Fédéral Mobilité et transports, signataire de la Charte de la diversité, a souhaité s'investir dans la promotion de la diversité en son sein considérant que la diversité du personnel engendrait des conséquences positives en termes de services rendus aux citoyens -qui sont plus en phase avec la réalité de la société belge - mais aussi en termes de créativité et d'innovation.

Sur cette base, le plan de management du SPF Mobilité et Transports prévoit l'approbation, la mise en œuvre et l'évaluation d'un plan d'actions biannuel en faveur de la diversité. Un premier plan d'actions comportant une série de mesures et d'objectifs concrets a été approuvé

en 2009 pour la période 2009-2010. Il est actuellement en phase d'évaluation. Afin de proposer un nouveau plan diversité pour la période 2011-2012, le SPF a choisi de procéder à un audit externe pour évaluer les avancées réalisées mais surtout pour mettre au point de nouveaux objectifs. Cette mission a été confiée à PLS qui a examiné le plan d'actions précédent pour contribuer à dresser un bilan des progrès réalisés et de formuler des recommandations sur les points à améliorer et/ou sur les bonnes pratiques à transposer en vue d'alimenter la réflexion pour nourrir le prochain plan.

WIKI LUNCHS « FEMMES ET EMPLOIS VERTS »

Le plan Marshall 2.Vert prévoit la poursuite des actions menées dans le cadre du premier Plan Marshall en matière de promotion des métiers techniques et scientifiques, en les élargissant à l'ensemble des métiers verts et, en luttant efficacement contre tout stéréotype en matière de formation et d'emploi. Dans les secteurs des emplois verts, extrêmement soutenus par les différents politiques économiques, l'emploi féminin reste très peu visible. Afin de modifier cette tendance et d'éviter la création des filières de formation sexuée, il est essentiel de modifier sensiblement les représentations culturelles de notre société : écoles, parents, médias, entreprises... et opérateurs de formation et/ou accompagnateur de projet d'insertion socioprofessionnelle. La Ministre wallonne de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances Eliane Tillieux et PLS ont proposé ce wikilunch le 25 janvier consacré aux liens entre femmes et emplois verts. Lunchs d'échanges collaboratifs, les « Wiki lunches » sont des lieux de partage du savoir-faire et des pratiques et favorisent ainsi l'apprentissage par les pairs. Ces rencontres sont des sources d'inspiration pour développer de nouvelles pratiques, où PLS invite des professionnels d'un secteur à présenter un projet innovant à leurs collègues dans le but de favoriser l'apprentissage mutuel. C'est dans ce cadre que cette rencontre s'est déroulée le 25 janvier.



FEMMES AU TOP : LOI OU GOUVERNANCE ?

La Commission "Femmes et Entreprises" du Conseil des Femmes Francophones de Belgique s'est donné pour but de promouvoir les femmes aux postes de cadres supérieurs, membres des organes de direction et des Conseils d'administration des grandes entreprises. Le 22 février, Denis Stokkink modérait le colloque annuel consacré à la parité dans les conseils d'Administration d'entreprises.

MIDI DE LA SOLIDARITÉ "DIVERSITÉ & MÉDIAS"

Qu'en est-il de la diversité dans les médias ? Femmes, immigrés, personnes handicapées, quelle place ont-ils dans les médias ? Les médias reflètent-ils la diversité de notre société ?

té ? Autant de questions auxquelles PLS tentait de répondre lors de ce Midi de la Solidarité organisé le 12 mai en partenariat avec le Centre régional du Libre Examen. Mathilde Alet présentait les résultats du baromètre « diversité égalité », publié par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et analysant l'état de la diversité dans les médias francophones belges. A ses côtés, Massimo Bortolini du CBAI proposait des recommandations pour améliorer la représentativité de la société dans les médias et mettre en évidence des bonnes pratiques.

CONFÉRENCE RSE ET ESS : POUR DE NOUVEAUX DROITS ?

La coopérative Rencontres Sociales et l'AITEC (Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs), en partenariat avec la MACIF et PLS, proposaient une rencontre-débat sur le thème **“RSE et ESS : Pour de nouveaux droits ?”**. Cette 1ère rencontre fut organisée les 21 septembre avec ce collectif d'acteurs sur les problématiques de la RSE dans ses rapports avec la démocratie et l'ESS et s'articulait autour d'une conférence donnée par Michel Doucin, ambassadeur en charge de la RSE au Ministère des Affaires étrangères et européennes et d'un débat introduit et animé par Denis Stokkink. Une prochaine édition se déroulera au 1er trimestre 2012.

2011? OSONS VOLONTIERS LE PARRAINAGE !

Ce projet est réalisé avec le soutien du Ministre bruxellois de l'Economie et de l'Emploi, Benoît Cerexhe. PLS s'engage dans le parrainage : cet accompagnement personnalisé de chercheurs d'emploi (parrainés) rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle est réalisé par des personnes volontaires salariées (parrains) dans le cadre d'un mécénat de compétences déterminé par l'entreprise. Plus qu'une aide technique sur l'élaboration d'un CV ou la préparation à un entretien d'embauche, le parrainage procure également une écoute, un soutien moral,... mais également une meilleure compréhension du monde de l'entreprise, et finalement l'ouverture d'un carnet d'adresses.

Calibré sur 6 mois, un parrain salarié d'une entreprise accompagne un parrainé chercheur d'emploi, au travers d'un plan d'actions élaboré en commun par le binôme et coordonné par une structure de liaison. Résultat : un don de temps, une relation sincère, des contacts et surtout l'emploi ! 8 entreprises de taille et de secteurs variés ont déjà répondu présentes et proposent plus de 5 parrains/marraines ! Des hommes et des femmes, actifs dans le monde de l'entreprise, qui ont l'envie, la volonté, la motivation d'accompagner d'autres hommes et femmes dans leur recherche d'emploi. 20 candidats parrainés se sont lancés dans l'aventure grâce à une collaboration avec Actiris, les Missions locales de Forest, Saint-Josse et Schaerbeek, avec l'ALE d'Ixelles, Cenforgil, CF2M et le CEFAID.

Le site web : www.mentor.be

ENTREPRENDRE AUTREMENT... ENTREPRENDRE SOLIDAIRE ! OUI MAIS COMMENT ?

PLS, l'Université de la Méditerranée et Inter-Made organisaient une journée sur : « **Economie sociale et solidaire, entreprise sociale et RSE : pour quel entrepreneuriat solidaire ?** », le 4 novembre à Marseille. Cette journée fut l'occasion de mettre en perspective les modèles entrepreneuriaux, les enjeux et défis pour les territoires, tout cela mis en relief par des témoignages d'entrepreneurs.

QUINZAINE DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DE LA DIVERSITÉ

Suite au succès de l'édition 2010, la Région de Bruxelles-Capitale organisait du 9 au 25 novembre la « **Quinzaine de l'Égalité des Chances et de la Diversité** » sur le thème « **Notre jeunesse et notre diversité, notre force** ». La population de la Région de Bruxelles-Capitale n'étant pas uniquement multiculturelle, mais également très jeune, la Région bruxelloise se doit de valoriser cette jeunesse comme son capital vivant, sa force. C'est le message central que la Quinzaine 2011 souhaitait initier. A l'initiative du Secrétaire d'Etat bruxellois pour l'Égalité des Chances, M. Bruno De Lille, PLS coordonnait le colloque d'ouverture de la Quinzaine le mercredi 9 novembre. Une matinée d'échanges s'adressant aux professionnels, responsables politiques, académiciens et tous les jeunes qui souhaitent s'investir pour une société bruxelloise inclusive et égalitaire.



WORLD FORUM DE LILLE : « OSER LA RICHESSE ».

Ce forum mondial de référence pour une économie responsable organisé chaque année depuis 2007, s'est tenu cette année les 15, 16 et 17 novembre. Il s'adressait tout particulièrement au monde de l'entreprise, lieu de valorisation des bonnes pratiques et de partage d'expériences, qui veut donner à d'autres entreprises l'envie mais surtout les outils concrets pour s'engager à leur tour. L'enjeu est de mettre en place des indicateurs permettant aux dirigeants de mesurer l'impact de leurs politiques RSE sur leur performance globale, non seulement économique, mais également sociétale. Il est possible à chacun de repenser son modèle économique et d'y intégrer cette notion de création de valeur partagée en étant à l'écoute de ses parties prenantes et de son environnement. Au programme de cette année : des conférences plénières, des ateliers de bonnes pratiques et le World Forum village. PLS participait à cet événement en organisant un atelier sur la richesse du dialogue social et le thème suivant : « **Comment les syndicats peuvent-ils contribuer à développer la richesse de l'entreprise ?** ».

PUBLICATIONS

Working paper « **La politique européenne de l'asile : Jalons et perspectives** »

Le transfert de la politique d'asile de la sphère nationale à la sphère européenne, très connue politiquement, et engendrant des débats vifs entre tendances politiques, ce phénomène de transfert de compétences a davantage politisé le débat, en y impliquant les positions, non seulement des partis politiques mais également et surtout des différents États membres. Cette analyse revient sur l'histoire de la politique européenne d'asile, son développement et ses principes fondateurs. D'autre part, elle aborde la crise, les problèmes et les limites auxquels le système fait face aujourd'hui pour conclure sur la question de l'équilibre entre la volonté de l'UE de défendre les droits fondamentaux et la réticence de ses États-membres, accentuant davantage l'image d'une Europe « forteresse ».

Working paper « **L'entrepreneuriat en Région de Bruxelles-Capitale : accompagnement, financement et innovations ?** »

L'entrepreneuriat fait partie de ces réactions en chaîne de la société civile qui, comme à chaque période difficile de l'histoire, se mobilise pour trouver des solutions aux problèmes qu'elle rencontre et auxquels l'État apporte des solutions partielles. D'après certains, l'entrepreneuriat ferait même partie de ces solutions alternatives pour sortir de la crise.

Mais qui sont ces entrepreneurs ? De quoi ont-ils besoin pour créer leur entreprise ? Comment et par qui sont-ils accompagnés ? Comment favorise-t-on l'éclosion de ces nouveaux talents ? Et finalement, l'entrepreneuriat représente-t-il une réelle solution à la crise ou n'est-ce qu'un faux espoir libéral que l'on nous fait miroiter ? Voilà autant de questions qui ont été posées aux différents participants des rencontres organisées par PLS qui ont rassemblé les représentants principaux (anciens et nouveaux) de l'entrepreneuriat bruxellois.

Working paper « **La Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO)** »

Jusqu'à il y a peu, la logique prédominante du capitalisme était essentiellement axée autour de la maximisation du profit. L'histoire nous a démontré le contraire au travers des différentes crises financières que le monde a traversé. Désormais, un autre courant de pensée s'oppose à cette unique recherche du profit, le développement durable. Ce working paper trace la genèse de cette prise de conscience initiée en 1968 par le Club de Rome, piloté par un groupe de réflexion réunissant scientifiques et économistes. Ce dernier ne peut plus être considéré comme un simple effet de mode mais représente un nouveau courant de pensée proposant une véritable alternative qui impacte désormais aussi bien la population en tant que « consommateurs », les collectivités locales avec la mise en place de plus en plus accrue de l'Agenda 21 et désormais les entreprises avec l'émergence de la responsabilité sociétale.

Working paper « **La relation entreprises-associations : D'une logique de mécénat à une stratégie de partenariat** »

L'identification de nouveaux enjeux sociétaux bouscule le modèle économique traditionnel. Inspiré au début du XX^e siècle, il fait évoluer les relations entre les entreprises et le milieu associatif, en déterminant une nouvelle mesure de la performance par la conjugaison de ces deux univers. Cette évolution est intimement liée à la réponse alternative face à ce modèle économique classique, le développement durable. Le but principal de cette démarche est d'avoir à la fois une activité économique pérenne, un comportement socialement responsable et un savoir faire écologiquement viable.

Working paper « **Solidarité et laïcité** »

Les actuels enjeux sociaux, économiques et politiques en Europe, amènent à une réflexion sur la valeur que nous accordons aujourd'hui au principe de solidarité en tant que vecteur de cohésion sociale. Cette analyse s'interroge sur la signification que nous donnons aujourd'hui à la solidarité ? Quelle conception en avons-nous ? Comment la définir et la promouvoir ? Lors du midi de la solidarité organisé le 16 avril, cette thématique a contribué à alimenter les échanges dans une approche tant philanthropique qu'économique et politique.

A l'heure où la crise économique et financière crispe les relations entre Etats membres, il serait dangereux de perdre de vue les personnes qui composent l'UE : les citoyens. Et la citoyenneté, tant locale qu'européenne, est le fondement principal du politique et de la cohésion sociale. Nous pensons dès lors qu'il faut motiver les habitants de tout Etat européen à devenir acteur et actrice de ce mouvement afin de faire vivre cette citoyenneté européenne... Dès lors, nous encourageons l'Union Européenne à s'engager positivement dans la défense de ses principes fondamentaux : les droits humains, la démocratie, l'égalité et la liberté.

PROJET EUROPÉEN

Access to Rights & Civil Dialogue for ALL – www.beingcitizen.eu

Le Projet « Access to Rights and Civil Dialogue for ALL », financé par la DG Justice de la Commission européenne, permet à Pour la Solidarité de s'interroger sur la citoyenneté européenne et la façon dont celle-ci s'exprime lorsque l'on vit dans un autre Etat membre.

En bref, ce projet de deux ans, mené par PLS, vise à sensibiliser les citoyen(ne)s européen(ne)s vivant dans un Etat membre autre que le leur, à la question de la participation à la vie politique locale et européenne. Il a aussi pour objectif de favoriser la participation des associations de citoyen(ne)s européen(ne)s issu(e)s d'un autre Etat membre et notamment des associations de femmes à prendre part plus activement au dialogue civil dans le pays de résidence.



Le projet se déploie dans 5 pays européens, chaque partenaire choisissant une communauté étrangère spécifique. Ainsi, l'Italie et l'Espagne travaillent avec la communauté roumaine, la Grèce s'intéresse aux immigrants Bulgares et la France s'active autour des résidents portugais.

En Belgique, PLS travaille avec des associations polonaises et leur propose des formations sur la démocratie participative et le dialogue civil. En effet, depuis 2004, les Polonais sont des citoyens européens à part entière et, depuis 2009, ils ont accès à l'ensemble marché du travail belge. Ces deux tournants ont permis à la communauté polonaise présente en Belgique d'être beaucoup plus visible et de sortir de sa situation d'irrégularité. Le projet que mène Pour la Solidarité a pour but de faire prendre conscience aux Polonais qu'ils font partie de la communauté belge et qu'ils ont leur place dans la société.

La conférence de lancement du projet s'est déroulée à Milan le 24 mars 2011 avec les cinq partenaires du projet. Depuis, deux focus groups et un « lunch debate » ont été organisés dans tous les pays partenaires, dans une perspective de débat et d'échange d'expériences. Ces événements, réunissant associations de citoyen(ne)s européen(ne)s choisi(e)s, associa-

tions actives dans le dialogue civil, associations de citoyen(ne)s issu(e)s de pays tiers et des autorités publiques, sont l'occasion de discuter à la fois de la participation des associations au dialogue civil, de la lutte contre les discriminations et le racisme, mais aussi de déboucher sur des recommandations pratiques, émises par et pour les parties prenantes.

Une deuxième rencontre transnationale a été organisée à Barcelone les 6 et 7 octobre 2011, avec tous les partenaires du projet et en présence d'experts universitaires, afin de discuter de l'avancement du projet et de l'étude comparative à paraître en 2012.

Au niveau belge, outre deux passionnants focus groups, PLS a organisé une conférence à l'occasion de la Présidence polonaise du Conseil de l'UE, à l'approche des élections communales en Belgique. Cette conférence réunissant les acteurs clés, tant du côté belge que polonais, constituait une opportunité de réflexion sur la possibilité de concilier migration économique et droits politiques pour les personnes d'origine polonaise, et étrangère en général, mais également une chance de faire se rencontrer des publics qui se connaissent parfois peu, afin de dégager des pistes d'action à entreprendre pour soutenir leur participation au vivre ensemble. Un accent particulier fut mis sur l'implication des femmes.

Plus d'information : www.beingcitizen.eu

Young Citizens in Action « Implication des personnes d'origine immigrée dans les projets de promotion des droits fondamentaux »

Ce séminaire, organisé le 3 mai dans le cadre du projet « Young Citizens in Action », proposait de s'interroger, avec des acteurs associatifs belges, lituaniens, slovènes et des réseaux d'associations européennes, sur la pertinence des programmes de financement européens dans le domaine de la promotion des droits fondamentaux. Il avait pour objectif d'identifier le besoin de coordination entre les programmes de différentes DG de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe ; de mesurer les impacts de projets cofinancés par de tels programmes.



Une table-ronde pour faire le point sur les Droits fondamentaux

Le 23 septembre, PLS animait une table-ronde associative sur l'avancement des droits fondamentaux dans l'agenda européen, et surtout leur respect sur le terrain. Des spécialistes de tous les horizons ont été invités à partager leur expertise selon leur domaine : soins de santé, handicap, vieillissement et dépendance, racisme ou toute autre forme de discrimination, jeunesse, femmes et thématique du genre, ... A cet égard, la proposition de l'Année 2013 comme année européenne des citoyens, rendait cette rencontre d'autant plus intéressante pour les parties prenantes.

DÉMOCRATIE ET LIBERTÉ EN HONGRIE

Organisée le 31 mai, en partenariat avec l'Espace Photographique Contretype, cette rencontre offrait l'occasion de débattre de la démocratie en Hongrie en présence de d'András Török, expert culturel, et de découvrir le travail de quatre photographes hongroises dans le cadre de l'exposition "Reconstructions" .

INCLURE LES BÉNÉFICIAIRES DES CPAS DANS LA DÉTERMINATION DES AGENDA 21

Dans le cadre de la mise en place de l'agenda 21 du Centre Public d'Aide Sociale de la commune bruxelloise de Woluwe-Saint-Lambert, PLS est chargé de la réalisation d'une étude sur l'identification des situations sociales, économiques, environnementales et culturelles de la vie quotidienne du public du CPAS et sur des pistes d'avenir en matière de développement durable. La Région de Bruxelles-Capitale a innové en apportant un soutien financier aux CPAS (Centres Publics d'Action Sociale) pour mettre en œuvre leur agenda du 21^{ème} siècle.

Les CPAS bruxellois interviennent auprès d'un très grand nombre d'habitants. En plus du service social général, ils offrent souvent d'autres services comme la médiation de dettes, l'insertion socioprofessionnelle, l'accueil des primo-arrivants, certains gèrent une maison de repos voire même un hôpital. Gérer plus « durablement » un CPAS, c'est définir des objectifs à long terme liés au fonctionnement-même de cette administration parfois tentaculaire, mais aussi liés aux modes de vie de ses bénéficiaires.

PLS a mis en place une méthodologie qui tient compte des préoccupations et contraintes auxquelles les bénéficiaires du CPAS font face. Des panels d'usagers ont été constitués sur base volontaire dans les différentes institutions. La consultation fut clôturée par l'élaboration d'un rapport soumis aux participants pour validation. Ce rapport a ensuite été fourni à la cellule de pilotage de l'Agenda 21 pour contribuer à la détermination des axes prioritaires pour une gestion durable du CPAS.

S'ENGAGER, UNE AUTRE ÉCOLE DE LA VIE

Dans le cadre de l'Année européenne du volontariat, PLS participait à la conférence organisée par la Région Alsace, le 30 novembre à Strasbourg, sur les thèmes de l'engagement et du volontariat. La journée avait pour objectif de mieux comprendre les ressorts, la diversité et les conditions de l'engagement. Ainsi, après une intervention en plénière qui permettait de cerner les différentes approches à l'échelle européenne, les participants ont été invités à s'exprimer dans des ateliers, qui touchaient à la fois à la mobilisation des volontaires, à leurs moyens d'action et à la valorisation de leurs expériences acquises.

PUBLICATIONS

Working paper « **Participons à la ville !** »

La participation citoyenne est un leitmotiv omniprésent dans les discours politiques depuis que le développement durable est devenu un principe d'action mondial. Mais qu'est-ce que la participation authentique ? Qui participe ? À quoi ? Quand ? Comment ? Dans quelles mesures la participation influence-t-elle le processus de décision à l'échelle locale ? Autant de questions auxquelles cette étude tente de répondre, en s'interrogeant notamment sur les différentes dynamiques de participation, les outils de la participation, leurs impacts et limites, illustrés de nombreux exemples.

Working paper « **Quelles pistes pour une insertion des primo-arrivants sur le marché du travail légal ?** »

Il est désormais admis en Europe que le travail constitue un des facteurs fondamentaux pour l'intégration réussie des ressortissants de pays tiers. Or, les migrants et en particulier les primo-arrivants, sont confrontés à des obstacles parfois très lourds dans leurs tentatives d'intégrer le marché de l'emploi. Rien d'étonnant alors à ce que les primo-arrivants soient beaucoup plus exposés au chômage, à des emplois précaires ou au travail illégal. Comment dès lors faire en sorte que les primo-arrivants puissent intégrer plus facilement le marché légal du travail en Europe ? Telle est la question posée par PLS dans cette étude.

Working paper « **La politique européenne d'asile : jalons et perspectives** »

L'Union européenne, caractérisée par son absence de frontières intérieures et le partage de valeurs identiques, s'est vue contrainte de développer une politique d'asile commune qui permette de garantir des standards uniques de protection dans n'importe quel Etat membre. Depuis 1999, les Etats membres ont tenté de mettre en place un territoire unique en matière d'asile en une décennie. L'échéance de 2010 a toutefois dû être revue au vu des progrès trop lents en la matière, tandis que le système européen d'asile connaît une forte crise sur plusieurs fronts. Cette analyse revient, d'une part, sur l'histoire de la politique européenne d'asile, son développement et ses principes fondateurs. D'autre part, elle aborde la crise, les problèmes et les limites auxquels le système fait face aujourd'hui, pour conclure sur la question de l'équilibre entre la volonté de l'UE de défendre les droits fondamentaux et la réticence de ses Etats membres, phénomène accentuant davantage l'image d'une Europe « forteresse ».

Working paper « **La solidarité selon la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne** »

Avec la ratification du Traité de Lisbonne par tous les États membres de l'Union européenne et son entrée en vigueur le 1er décembre 2009, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne a acquis une force juridique contraignante. Elle se divise en sept titres dont l'un sur la « Solidarité ». Ce dernier est relatif aux droits économiques et sociaux. Il est rare pour

une déclaration internationale de mentionner à la fois des droits civils et politiques et des droits sociaux. Mais cette partie est l'objet de débat et constitue un des motifs de l'adoption du Protocole n° 30, sorte d'aménagement de la Charte pour la Pologne et le Royaume-Uni. Quel est donc l'impact de la Charte ? Et que va-t-elle apporter de plus, notamment eu égard des droits sociaux ? Cette analyse se penchera sur la genèse de la Charte et sur son caractère innovant, pour ensuite analyser les droits sociaux qui y sont mentionnés, et enfin étudier les limites de la Charte.

Working paper « **Démocratie participative en questions** »

Développer des processus de démocratie participative au niveau local n'est pas chose aisée. Il faut, d'abord, bien cerner le concept, ses contours et ses déclinaisons. Il faut ensuite fixer les objectifs pour lesquels ces dispositifs sont mobilisés. Car si la généralisation des processus participatifs est aux yeux de certains l'aboutissement de la construction démocratique, il n'en reste pas moins que, sur le terrain, leur mise en œuvre engendre son lot de difficultés. En effet, il faut pouvoir mobiliser les citoyens. Une fois engagés dans le processus, il faut également les accompagner afin d'organiser les débats. Enfin, au terme des discussions, ils conviennent que les pouvoirs publics intègrent les décisions prises ou tout au moins en tiennent compte. Ce working paper fait le point sur la démocratie participative au regard de cinq questions : Comment peut-on définir la démocratie participative ? Qui en sont les acteurs ? Quelle est sa raison d'être ? A quel moment lancer le processus ? Comment développer ces dispositifs sur le terrain ? Cette étude n'a pas l'ambition d'un vade-mecum mais se veut plutôt une introduction à la démocratie participative à destination des citoyens, pouvoirs publics ou organisations désireux de s'investir dans cette voie.

Working paper « **La participation citoyenne au développement durable à l'échelle locale en Europe** »

La participation citoyenne s'est développée depuis une vingtaine d'années. C'est un processus diversifié qui nécessite encore beaucoup d'efforts des autorités publiques pour être véritablement mis en œuvre. Dans cette étude, nous nous intéresserons à la participation citoyenne à l'échelle des collectivités locales au sein de l'Union européenne. Différents mécanismes de participation aux politiques d'urbanisme existent au service du développement durable à l'échelle locale en Europe : Quelles sont ces dynamiques de participation ? Quels sont les limites et les défis liés aux deux mouvements de participation citoyenne « top down » et « bottom up » ?

Il y a un avant et un après Fukushima. Aujourd'hui, personne n'ose plus prétendre à une solution durable à l'épuisement des énergies fossiles par le nucléaire. Tout au plus l'atome pourra-t-il servir de palliatif très temporaire à un véritable recadrage de la politique énergétique européenne. Nous devons dès à présent nous atteler au développement des énergies renouvelables mais également, et même surtout, à la réduction de notre consommation énergétique. L'une des principales pistes de cette révolution verte passe par l'amélioration, la rénovation et l'isolation de nos foyers. Aussi, Pour la Solidarité a voulu mettre l'accent sur ce défi énergétique qui nous concerne, chacun et chacune, au quotidien par le développement d'un Observatoire du logement durable et par la diffusion de sa newsletter trimestrielle, dont le thème phare touche au potentiel d'emploi du tournant vert du secteur de la construction et du logement en général.

Un développement durablement solidaire passe aussi par la réduction des inégalités, notamment dans le domaine de la santé. C'est pourquoi nous avons lancé un débat sur les enjeux d'une santé plus durable, en questionnant les politiques actuelles et en cherchant des pistes originales et innovantes aux défis sanitaires et sociaux, notamment au travers d'événements et de publications de qualité.

LOGEMENT DURABLE

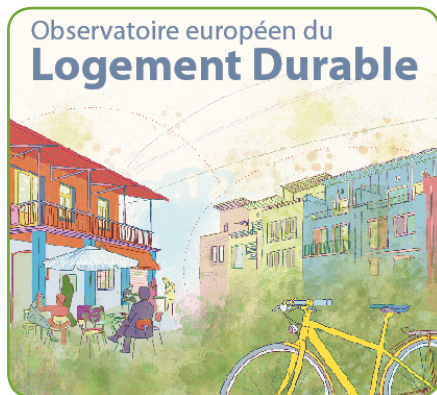
Observatoire européen du logement durable - www.logementdurable.eu

L'« Observatoire Européen du Logement Durable », se définit comme une plateforme européenne en matière de construction et rénovation durables à destination des professionnels, des décideurs politiques et économiques, mais aussi des particuliers qui désirent accéder à une information détaillée et régulièrement mise à jour sur le logement durable en Europe.

Rafraîchi et largement étoffé, notre Observatoire fournit à la fois de la documentation de fond (législations, primes, normes, rapports,...) permettant

de bien cerner les bases théoriques, pratiques et normatives du domaine, mais aussi des informations concrètes sur les innovations ou matériaux durables et les projets pilotes en Europe et à Bruxelles, par exemple en matière de d'auto-réhabilitation des logements ou d'éco-quartiers, ainsi que de nombreuses références de publications.

En complément de l'Observatoire, une newsletter trimestrielle offre un tour d'horizon du logement durable en Europe, en se penchant plus particulièrement sur les régions de Belgique, du Luxembourg, de la France et de la Suisse, afin de suivre de près un domaine en



évolution constante et de connaître les dernières nouveautés en matière d'innovations et de projets concrets. Plus d'info : www.logementdurable.eu

SALON BATIBOUW 2011 : MISEZ SUR LE VERT !

Cette année encore, PLS a dédié trois demi-journées au logement durable à Batibouw, salon international de la construction, de la rénovation et de l'aménagement intérieur. L'édition 2011 riche en débats avec une table ronde interministérielle sur la Performance Énergétique des Bâtiments (PEB).

PEB 2014-2020 : Fantasma ou réalité

Jusqu'où faut-il pousser les normes énergétiques en matière de construction ? En effet, plus les normes sont contraignantes, plus on doit utiliser des techniques et matériaux, certes plus performants, mais également plus coûteux. Est-il dès lors possible de faire un équilibre entre ces objectifs environnementaux et les préoccupations socio-économiques du contexte dans lequel ils s'appliquent ?

Innovation et rénovation durables

Comment faire du « basse énergie » avec du « déjà construit » ? Il existe toute une panoplie de méthodes particulières en matière de rénovation de bâtiments, présentant chacune des avantages spécifiques, et des innovations récentes permettent d'élargir encore le champ des possibilités. Les expériences des acteurs de terrains donnent parfois le coup de pouce nécessaire à une rénovation basse énergie réussie.

Construction et primes

Maison basse énergie, maison passive, maison bioclimatique, Eco-bio-construction, éco-quartiers, habitats groupés... Il est parfois difficile de bien saisir les réalités que recouvrent ces différentes dénominations en matière de construction durable. Cette rencontre fut l'occasion de faire le point sur les différents aspects techniques disponibles, adaptés aux besoins, aux envies et au portefeuille de tous, ainsi que sur les dernières avancées sur des bâtiments durables et peu énergivores.

Les comptes-rendus de ces trois conférences sont disponibles sur www.logementdurable.eu

Cahier de la Solidarité n° 26 « Logement vert, logement durable ?

Enjeux et perspectives »

Le logement durable nous concerne tous et dans plus d'aspects de notre vie qu'on ne le pense. Brandi comme outil de lutte contre les changements climatiques par les uns, piste vers une sortie réussie de la crise économique pour les autres, le logement ne fait-il pas également partie d'un contexte sociétal et urbain spécifique ? Le verdissement du logement ne peut se concevoir uniquement sous l'angle technique, mais doit également s'envisager sous les angles économique, social et politique. L'articulation entre ces différentes composantes requiert de l'inventivité



puisqu'il s'agit d'imaginer de nouvelles politiques, de nouveaux dispositifs sociaux ou stimulations économiques, qui permettront de tirer parti de la « révolution verte » à venir afin d'orienter nos sociétés vers plus de solidarité et d'inclusion. C'est pourquoi cette publication aborde de façon intégrée les trois facettes de la durabilité dans le logement : les aspects économiques (potentiel d'emplois et émergence de greenjobs), sociaux (de la précarité énergétique aux éco-quartiers) et environnementaux (énergie et matériaux). PLS souhaite que ce verdissement du logement profite à tous et entend donner aux acteurs des clés de compréhension d'un système en mouvement. Cet ouvrage bénéficie d'une préface de Robert de Mûelenaere, administrateur délégué de la Confédération Construction.

Les métiers de l'habitat durable: emploi, formation, transition

PLS a participé, le 23 mai, à une conférence organisée à Paris dans le cadre des États généraux pour l'emploi et l'écologie sur la transition des métiers de l'habitat durable. Comment mobiliser suffisamment de main d'œuvre qualifiée pour atteindre les objectifs énergétiques ? Qui met cette transition en pratique et qui va la financer ? On parle de la création de milliers d'emplois verts, qu'en est-il en réalité ? Comment garantir l'attractivité du secteur et la qualité de la formation initiale, mais aussi continue ? Comment éviter un certain dérapage des coûts ? Comment mobiliser l'économie sociale et solidaire ? Cet échange a été l'occasion de présenter les défis que ces nouveaux métiers posent en termes de formation et de transition professionnelle, et a permis de présenter les bonnes pratiques et les solutions qui existent dans d'autres pays européens.

Working paper « Quelles perspectives face à la crise du logement à Bruxelles ? »

Ville contrastée, au parcours urbanistique chahuté, Bruxelles est aussi cette ville européenne marquée par un multiculturalisme fort que sa localisation stratégique et la présence des institutions de l'Union ne font que renforcer. Cependant, la ville-région semble aujourd'hui avoir beaucoup de peine à affronter les conséquences historiques d'une politique urbaine quelque peu anarchique, couplées à une paupérisation croissante de sa population. Longtemps boudée par les classes moyennes qui préféraient les banlieues vertes à la promiscuité des appartements du centre, Bruxelles s'est vidée d'une partie de sa population durant plusieurs décennies, pour faire face aujourd'hui à un boom démographique sans précédent. Le marché immobilier a vite été saturé, créant une pression importante sur les prix...

Working paper « Green jobs » et logement durable : quel potentiel d'emplois ? »

L'évolution du logement vers un logement durable ne représente pas seulement une transition technologique, mais également économique et sociale. Il est donc probable que cette transition entraîne une modification de la structure de l'économie - des modes de production aux attentes des clients - se traduisant notamment par la disparition de certaines activités et emplois, mais aussi par la création de nouvelles formes d'activité et d'opportunités de

croissance. Nous verrons, dans cette étude, comment tirer parti de la « révolution verte » à venir pour orienter nos sociétés vers plus de solidarité et d'inclusion ? Comment les « emplois verts » à créer peuvent être à la fois décents et attractifs. Comment cette mutation verte du logement peut profiter au plus grand nombre ?

ENERGIE

Etude « **Lutte contre la précarité énergétique au Grand Duché du Luxembourg** »

Cette étude, réalisée en partenariat avec Greenpeace Luxembourg, explore la problématique de la précarité énergétique au Luxembourg. Souvent liée à un ensemble de facteurs qui viennent aggraver une situation déjà précaire, la précarité énergétique peut également être à l'origine d'une précarisation. Il s'agit donc d'un concept multi-causal et multidimensionnel, d'autant plus d'actualité dans un contexte de forte augmentation des prix de l'énergie. Après avoir dressé un état des lieux des législations européenne et luxembourgeoise en la matière, cette étude évalue l'ampleur du phénomène au Luxembourg avant de formuler des recommandations et des bonnes pratiques visant à améliorer la situation énergétique des plus démunis.

Working paper « **L'énergie au cœur du logement durable** »

Les changements climatiques sont une réalité et leur mise à l'agenda a parallèlement renforcé des préoccupations environnementales connexes comme la qualité de l'air (intérieure et extérieure), la pollution des sols ou l'utilisation de ressources renouvelables dans la production des matériaux. Ces constats conduisent à s'interroger sur la centralité du logement dans les débats énergétiques et environnementaux. Dès lors, qu'est-ce qu'un logement respectueux de l'environnement ?

Working paper « **Des économies d'énergie mais pas à n'importe quel prix - Les enjeux de la rénovation thermique des bâtiments** »

Nous connaissons les effets des changements climatiques et les risques qui en découlent, même si l'on parvient à contenir l'augmentation de la température. Les probabilités de catastrophes naturelles, de maladies, de crise alimentaire, ... sont exponentielles si l'on dépasse ce seuil. Il est donc temps de réagir ! Aujourd'hui, l'offre d'énergie subit une triple tension : limitation des sources d'énergie conventionnelles (énergies fossile et nucléaire) ; émissions de CO2 mais également production de matériaux toxiques voire radioactifs ; impact économique pour les pays importateurs. Tous ces défis poussent à la réflexion sur nos installations énergétiques, notre manière de construire et d'habiter, mais aussi sur notre façon d'aménager et d'utiliser l'espace.

SANTÉ DURABLE

Cahier de la solidarité n° 25 « Agir pour une santé durable : Priorités et perspectives en Europe »

Si l'allongement de l'espérance de vie témoigne de nombreux progrès opérés dans le domaine de la santé publique ces dernières décennies, il est indéniable que ces avancées demeurent ternies par de fortes disparités sociales et spatiales. De même, force est de constater que de nouveaux défis de santé voient le jour, qu'ils soient mondiaux ou plus localisés. En Europe, des questions aussi variées que le vieillissement de la population, les problèmes liés à la nutrition, les impacts de la pollution ou encore les effets du changement climatique figurent au premier rang de ces nouveaux enjeux. De tels enjeux tendent à toucher d'autant plus des populations déjà fragilisées d'un point de vue social et économique.

L'objectif de ce Cahier est d'éclairer combien les problématiques de santé, d'environnement, de bien-être social sont intrinsèquement liées mais aussi de comprendre quels sont les enjeux prioritaires en la matière et de proposer des pistes d'actions pour une santé durable. Afin d'illustrer de manière concrète le concept de santé durable, l'ouvrage met en avant une série de bonnes pratiques de terrain menées en Europe.



WikiLunch « La santé durable ou la promotion d'une alimentation équilibrée de qualité »

Cette rencontre est née du constat suivant : aujourd'hui, en Europe, six des sept principaux facteurs de risque de mort prématurée (pression sanguine, cholestérol, indice de masse corporelle, consommation insuffisante de fruits et légumes, manque d'activité physique, consommation excessive d'alcool) sont liés à la façon dont nous mangeons, buvons et nous dépensons (le facteur exclu est le tabac). Bien manger et exercer une activité physique régulière sont donc les premiers pas vers une bonne santé. Organisé à l'initiative de la Ministre de la Santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances de la Wallonie, Mme Eliane Tillieux, ce « Wikilunch » visait à aborder la question des inégalités sociales en matière de santé sous l'angle de l'alimentation. La rencontre animée par Denis Stokkink, s'est tenue le 29 mars à Namur.

Colloque Sénat "Santé et développement durable : quels enjeux ?"

Face au vieillissement de la population, à la pollution ou encore à l'accroissement des inégalités, les défis ne manquent pas et nous avons plus que jamais besoin de solutions innovantes

pour y répondre. Tel était l'objectif de cette conférence : permettre un débat riche et fructueux sur les enjeux actuels et futurs de la santé durable. Le 29 avril, PLS et le Groupe Socialiste du Sénat organisaient une matinée exceptionnelle sur le thème de la santé durable. Réunissant des spécialistes du domaine de la santé, une première table ronde portait sur les politiques de santé tandis que la deuxième s'interrogeait plus spécifiquement sur les déterminants sociaux et environnementaux en matière de santé.

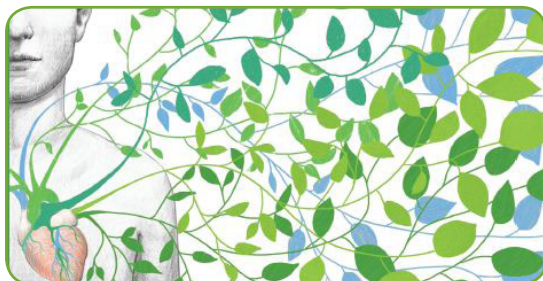
Working paper « **Santé et développement durable : quels enjeux prioritaires ?** »

Les atteintes à l'environnement et aux milieux naturels ont des répercussions sur le bien-être individuel et collectif. De même, à l'heure où l'espérance de vie continue de croître en Europe, de profondes inégalités face à la maladie persistent, voire se renforcent. L'équité en matière de santé est un facteur fondamental de la justice sociale. Cette étude analyse les enjeux actuels qui se posent en matière de santé durable en faisant le point sur les inégalités sociales et écologiques, obstacles à une justice sociale réelle, fondement nécessaire de toute idée de durabilité.

AUTRES PUBLICATIONS

Working paper « **La financiarisation de l'environnement : vers une véritable alternative ?** »

48 L'Économie est arrivée à un point où il semble très complexe, voire impossible de s'en séparer au vu de l'évolution du monde contemporain et de la place qu'elle prend dans chaque décision. Une alternative à cette économie capitaliste se pose, le développement durable. L'idéologie capitaliste et l'idéologie du développement durable sont fondamentalement antagonistes. D'un point de vue temporel, le capitalisme est destiné à une recherche de profit à court terme tandis que son voisin est en quête d'une prospérité qui se trouve sur le long terme. Cette analyse définit la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) axée essentiellement sur la problématique environnementale. Quelles sont les raisons qui poussent les entreprises à s'engager dans la voie du développement durable et comment peuvent-elles l'intégrer ? Quels dangers menacent une telle révolution ?



Working paper « **Femmes et emplois verts : Un rendez-vous possible ?** »

Les emplois verts sont aujourd'hui considérés comme une porte de sortie possible à la crise que nos sociétés traversent. Lancé en 2005 en Région Wallonne, le Plan Marshall avait pour ambition de redynamiser l'économie de la région en investissant en R&D sur des sec-

teurs dits « d'avenir ». Fort de son succès, le Plan Marshall fut réactualisé en 2009 sous le nom de « Plan Marshall 2. Vert ». Comme son nom l'indique, cette deuxième version intègre pleinement les considérations durables et place les emplois verts au cœur de ses recommandations. Comment le Plan Marshall 2. Vert prend-il en compte les questions de genre ? Comment les femmes peuvent-elles, elles aussi, s'approprier ces nouveaux emplois verts ? Autant de questions auxquelles ce working-paper se propose de répondre.

Dans la continuité des formations organisées antérieurement et pour remplir pleinement notre rôle d'accompagnement des acteurs de l'économie sociale et des pouvoirs publics dans leurs activités d'envergure européenne, PLS a proposé un certain nombre de formation.

FORMATION DE STAGIAIRES

L'un des aspects de la formation chez PLS est de pouvoir dispenser à des stagiaires, une méthode, un savoir-faire sur les thématiques qu'il propose. Ainsi PLS a accueilli tout au long 2011 plusieurs stagiaires. Ils ont été une aide précieuse à la réalisation des différents projets et ont pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé sur les projets européens.

INTERVENTIONS DANS LES UNIVERSITÉS ET HAUTES ÉCOLES

Par ailleurs, Denis Stokkink, président de PLS est intervenu dans les universités, hautes écoles et instituts de Promotion et de Formation Continue suivantes :

- EPFC : Post-graduat en gestion d'entreprises sociales ;
- IRTS Lille : Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement Social ou de Service d'Intervention Sociale ;
- Université de Marseille 2 : Master 2 management et ressources humaines d'économie sociale ;
- ULB : Formation continue : Certificat de Management associatif

Formation de responsables associatifs en Champagne-Ardenne

A l'initiative de la Ligue de l'Enseignement de Champagne-Ardenne, PLS a encadré, le 21 janvier, une formation sur le montage de projets européens.

FORMATION D'ACTEURS COMMUNAUX À LA RECHERCHE DE SUBSIDES EUROPÉENS

A l'initiative de l'échevinat des Affaires Européennes et avec le soutien financier de Wallonie-Bruxelles International, PLS a mis en place le programme « Sensibilisation de la société civile organisée et des fonctionnaires communaux de Forest aux enjeux européens ». Au total, ce sont 8 modules de formation qui seront dispensés.

Lors de la formation du 24 février, les représentants de différents services communaux ont appris à repérer les programmes de financement européen accessibles aux autorités communales et à distinguer le mode de fonctionnement des fonds structurels de celui des programmes d'action communautaire. Les formateurs ont mis l'accent sur le nécessaire travail de mise en adéquation des objectifs des programmes de financement européen avec les missions du service porteur du projet. Enfin, ensemble, nous nous sommes interrogés sur

la manière de surmonter les apparentes incompatibilités entre les exigences financières et administratives imposées par le cofinancement européen et les procédures communales. La formation a, de plus, offert un espace d'échange aux participants de différents services qui ont pu réfléchir à une meilleure coordination de leurs actions pour les prochaines demandes de subsides auprès des institutions européennes mais aussi régionales, communautaires et fédérales.

LÉONARDO MOBILITÉ - JEUNES PROFESSIONNELS ESPAGNOLS À LA DÉCOUVERTE DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE À BRUXELLES

PLS collabore à ce projet avec la Confédération des Entreprises d'Économie Sociale (CEPES) d'Andalousie depuis 4 ans déjà. Avec le soutien du programme européen Léonardo, 10 jeunes professionnels andalous intégraient des organisations à but non lucratif basées à Bruxelles. À l'issue d'une formation sur les principes de l'économie sociale, PLS leur présentait, à leur arrivée à Bruxelles les spécificités du secteur de l'économie sociale en Europe. La majorité des candidats ont choisi de réaliser leur stage au sein de structures plaidant, au niveau européen, pour la défense d'intérêts de différents secteurs non-marchand (AMICE, CECOP, DIESIS, IUCN), quelques-uns cependant ont souhaité contribuer à la réalisation des activités d'une association active au niveau local.



LES JEUDIS DE L'ÉCOLE DE L'ENTREPRENEURIAT EN ÉCONOMIE SOCIALE À MONTPELLIER

Au cœur d'un système économique où la recherche du profit maximum est dominante, les entreprises de l'Économie sociale et solidaire - diverses en taille, en nature d'activité et en statuts - ont une approche singulière qu'elles font vivre au quotidien. Elles sont tout à la fois acteurs de cohésion sociale, instruments d'intégration et espaces économiques et productifs d'innovations. C'est dans ce contexte que Denis Stokkink animait cette conférence le 15 septembre à Montpellier sur le thème « **Chance, défis, risques et opportunités** ».

FORMATION EUROPÉENNE À DESTINATION DES DIRIGEANTS DES CRESS

PLS organisait à Paris les 6 et 7 décembre, un séminaire de formation destiné aux administrateurs et aux responsables des Chambres Régionales d'Economie Sociale et Solidaire (CNCRES). Cette formation devait permettre à ces acteurs-clés de l'économie sociale française de comprendre comment sont structurées les institutions européennes et de connaître les grandes orientations des politiques sociales actuelles. Par ailleurs, cette formation fut l'occasion pour les participants d'identifier et d'apprendre à utiliser de manière concrète les outils essentiels que l'Europe met à la disposition de l'économie sociale et solidaire.

FORMATION EUROPÉENNE À DESTINATION DES DIRECTEURS DE STRUCTURES DE L'APF

PLS intervenait à Nancy le 8 juin sur le thème « Société inclusive : quelle réalité pour les structures d'adultes ? ». Cette intervention portait sur les politiques européennes dites de désinstitutionalisation ainsi que sur la présentation de quelques expériences européennes en matière de prise en charge du handicap.

Afin d'accroître l'impact de ses activités et d'influencer les décideurs socio-économiques, PLS veut accentuer sa présence dans le paysage médiatique. En dehors d'Internet, il a déjà fait parler de lui sur les ondes de la radio francophone belge La Première, ainsi dans la presse écrite quotidienne ou périodique. L'ensemble de ces apparitions médiatiques se trouve sur son site internet.

CARTE BLANCHE

Samedi 22 janvier, Denis Stokkink est intervenu sur La Première, la radio de service public belge pour y parler de l'année européenne du volontariat qui débute. Cette intervention était l'occasion de rappeler que le volontariat est un enjeu important dans le domaine de la Responsabilité Sociétale des Entreprises, une des thématiques de travail de Pour la Solidarité. Cette carte blanche a également été publiée dans le quotidien La Libre Belgique.



Denis Stokkink, Président de Pour la Solidarité
Chronique du 22 janvier 2011 sur La Première dans l'émission *Entrepreneurs*.
Parution dans La Libre Belgique

"2011 ? Volontiers, répondent les entreprises !"

Cliquez ici pour écouter l'intervention

LA PREMIÈRE
La Libre

FACE À L'INFO SPÉCIALE BATIBOUW

Denis Stokkink participait le 24 février à l'émission de La Première qui eu lieu en direct du Salon Batibouw avec pour thème la santé du marché de l'immobilier en Belgique après la crise, avec un regard particulier sur les grandes villes et sur Bruxelles. Denis Stokkink y présentait le cahier de la Solidarité « Logement vert, logement durable », cahier qui aborde les types de logement de demain, les constructions vertes, les enjeux économiques du logement ainsi que des bonnes pratiques vertes et solidaires.



POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE MONDE DIPLO !

Dans son édition de mars 2011, Le Monde Diplomatique consacre un supplément au modèle mutualiste européen. Parmi les contributeurs, Denis Stokkink signe l'article "Diversité continentale" en soulignant que si les systèmes de protection sociale en Europe convergent vers un modèle libéral, ils demeurent marqués par des histoires différentes.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/STOKKINK/20238>



SUPPLÉMENT
Le modèle mutualiste au défi de l'Europe

« Je demande à chacun d'envisager tous d'examiner toutes les options possibles, de discuter d'un-déjà aucune solution, y compris celle de l'assurance, pour dire à priori « libéralisme » a déclaré le président français Nicolas Sarkozy. En devenant ainsi la Sécurité sociale au profit de financement commerciaux privés, le chef de l'Etat s'inscrit dans le mouvement européen de marchandisation de la protection sociale. Pourtant, l'histoire a montré la pertinence et la santé - forte des mécanismes de secours solidaires, en particulier du mouvement mutualiste.

Au sommaire :

- « Une Europe d'une sécurité sociale universelle » par Noelle Burg
- « Un engagement civique issu de l'histoire » par Jean Sarrasin
- « Diversité continentale » par Denis Stokkink

Le point de vue de Jacques Chemin

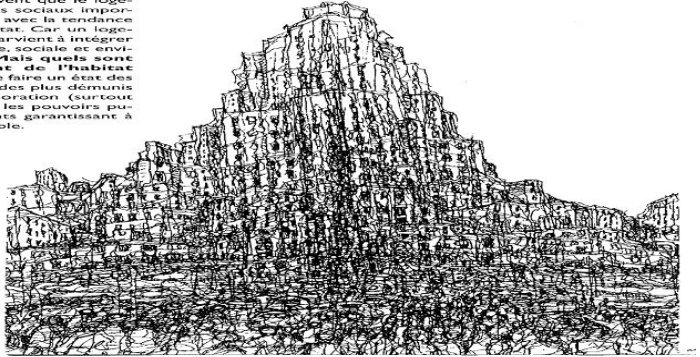
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
4,60 EURO

Contact : Cyril Dupont-Atgé, service communication et développement
Tel : 01 43 86 76 74 - Courriel : cyril.dupont@mondediplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Un logement durable pour tous

Par Céline BRANDELEER *

Toujours plus verts, toujours plus économes en énergie... on oublie souvent que le logement comporte des aspects sociaux importants, pas forcément inconciliables avec la tendance accrue à l'écologisation de l'habitat. Car un logement ne sera « durable » que s'il parvient à intégrer les trois dimensions — économique, sociale et environnementale — de la durabilité. **Mais quels sont les enjeux d'un verdissement de l'habitat pour tous ?** Nous tenterons ici de faire un état des lieux des conditions de logement des plus démunies et d'investiguer les pistes d'amélioration (surtout par la rénovation) proposées par les pouvoirs publics ainsi que les projets innovants garantissant à tous l'accès à un habitat plus durable.



* Céline Brandeleer est chargée de projets au Think Tank européen Pour la Solidarité.

L'OBSERVATOIRE DU LOGEMENT DURABLE DANS LA LIBRE

Le quotidien La Libre Belgique a consacré le 29 novembre, dans son supplément économique, un article sur l'Observatoire du Logement durable, et tout particulièrement sur une analyse sur de la crise du logement à Bruxelles.



Publications

L'Observatoire européen du Logement durable

Le **Think tank européen Pour la Solidarité** est une structure au service des acteurs de la solidarité, agissant au travers de formations, de publications et du partage de son expertise. Nous entendons contribuer à la construction d'une Europe solidaire et porteuse de cohésion sociale, mais aussi de développement durable.

Comme la SLRB, nous pensons que la **question du logement est un enjeu essentiel pour la Région de Bruxelles-Capitale**, face à une poussée démographique qui s'accélère et à l'état de son parc immobilier... Le logement durable est une piste de réponses à ces défis primordiaux, car il permet à la fois la **création d'activité économique** par la construction ou la rénovation du bâti, la protection de l'environnement et l'**amélioration de notre cadre de vie** par ses performances énergétiques et écologiques, mais également le renforcement de la cohésion sociale, par l'**accès à un logement de qualité pour tous**, ce qui à Bruxelles est particulièrement important.

Pourtant, les enjeux du logement et du développement durable n'ont pas toujours fait bon ménage, et en particulier à Bruxelles. Nous nous réjouissons que des actions positives parviennent



aujourd'hui à relier ces deux composantes essentielles pour la ville. La signature de l'Alliance Emploi-Environnement axée sur la construction durable en est un exemple important.

C'est dans ce contexte que le Think Tank européen *Pour la Solidarité* a mis sur pied un **Observatoire du Logement Durable** (www.logementdurable.eu), afin de partager des bonnes pratiques et de participer à l'évolution des mentalités et comportements vers un logement plus vert. Cet Observatoire se définit comme une **plateforme européenne** en matière de construction et rénovation durables à destination des professionnels, des décideurs politiques et économiques, mais aussi des particuliers qui désirent accéder à une information détaillée et régulièrement mise à jour sur le logement durable. Ce site fournit à la fois de la documentation de fond (législations, primes, normes, rapports, ...) permettant de bien cerner les bases théoriques, pratiques et normatives du domaine, mais aussi des informations concrètes sur **les innovations ou matériaux**

durables et les projets pilotes en Europe et à Bruxelles, par exemple en matière d'auto-réhabilitation des logements ou d'éco-quartiers, ainsi que de nombreuses références de publications.

Par ailleurs, l'Observatoire est soutenu par une **newsletter trimestrielle offrant un tour d'horizon du logement durable en Europe**, en se penchant plus particulièrement sur les régions de Belgique, du Luxembourg, de la France et de la Suisse. Cet outil de veille permet de suivre de près un domaine en évolution constante. N'hésitez pas à vous y inscrire et à visiter notre site !

Site web :
www.logementdurable.eu

Contact : Denis Stokkink,
Président du Think Tank européen



Pour la Solidarité –
denis.stokkink@pouirlasolidarite.eu
et **Céline Brandeleer,**
chargée de projet –
celine.brandeleer@pouirlasolidarite.eu

LES BLOGS DE PLS :

Le Monde

<http://pouirlasolidarite.blog.lemonde.fr>

<http://europeetsolidarite.lalibreblogs.be>

LES ARTICLES ...

- Janvier « Présidence hongroise VERSUS valeurs européennes »
« Carton rouge à la Biélorussie »
Réforme de la dépendance : « vers un système juste et équitable » ?
« Je m'immole ... donc je suis »
- Février « La Commission européenne: à l'assaut du décrochage scolaire ! »
« Asile, une politique à géométrie variable ? »
- Mars « Quand les prix de l'essence s'embrasent... »
- Avril « Austérité ou solidarité ? »
« Sommet franco-italien : halte aux égoïsmes nationaux »
- Mai « Immigration : le choix du cœur et de la raison ! »
« L'Effet DSK »
- Juin « L'Europe et le nucléaire : une solution durable ? »
- Juillet « Indignez-vous ! »
- Aout "Un an après le discours de Grenoble, la situation des Roms en France est alarmante"
- Septembre "Quel avenir pour l'Europe ?"
"La taxe sur les transactions financières : bientôt une réalité européenne ?"
"Des écoles gérées par les parents au Royaume-Uni : petite révolution ou initiatives condamnées à l'échec ?"
- Octobre "L'avenir du partenariat Europe-Ukraine se jouera-t-il en justice ?"
"Une Union européenne à géométrie variable ?"
- Novembre "Interview Project – des bribes d'humanité dans un monde parfois trop anonyme"
- Décembre "E(U)quilibrium"

INFORMATIONS PRATIQUES

Think Tank européen Pour la Solidarité asbl

Rue Coenraets 66

B-1060 Bruxelles

www.pourlasolidarite.eu

info@pourlasolidarite.eu

Tél. : +32 2 535 06 88

Fax : +32 2 539 13 04

Métro : Porte de Hal / Midi

Gare : Gare du Midi

Banque: 001-38774204-03

BE: 21 00 13 87 42 03

BIC: GEBABEBB

